

**Conseil Municipal
du 23 juin 2022**

♦♦♦♦♦♦♦♦

PROCES-VERBAL DE REUNION

1	Comptes de Gestion 2021 : Budget principal – budgets annexes eau et assainissement - Pompes Funèbres et Crématorium
2	Finances - Compte Administratif 2021– Acquisitions et cessions immobilières- Bilan
3	Finances- Compte Administratif 2021 - Budget principal – Adoption
4	Finances - Budget Primitif 2022 – Budget principal – Résultats 2021 – Affectation
5	Finances- Compte Administratif 2021 - budget annexe eau et assainissement – Adoption
6	Finances - Budget Primitif 2022 – Budget annexe eau et assainissement – Résultats 2021 – Affectation
7	Finances- Compte Financier 2021 - Budget annexe Pompes Funèbres – Adoption
8	Finances - Budget Primitif 2022 – Budget annexe Pompes Funèbres– Résultats 2021 –Affectation
9	Finances - Compte Financier 2021- Budget annexe Crématorium – Adoption
10	Finances - Budget Primitif 2022 – Budget annexe crématorium – Résultats 2021-Affectation
11	Finances – Budget Principal- Exercice 2022 – Equipement de la salle des conseils - Fonds de concours de Mayenne Communauté
12	Finances – Taxe Locale sur la publicité Extérieure – Tarifs 2023
13	Finances – Budget annexe du crématorium — Exercice 2022 – Don au CCAS – Délibération du 7 avril 2022 – retrait
14	Finances – Exercice 2022 – Classe transplantée – Ecole La Vallée – Subvention à l'Ogec Vallée Don Bosco
15	Finances – Exercice 2022 – Classe transplantée – Ecole Saint Martin – Subvention à l'Ogec Vallée Don Bosco
16	Finances – Exercice 2022 – Classe transplantée – Ecole Saint Martin – Subvention à l'Ogec Vallée Don Bosco
17	FINANCES – Budget Primitif 2022 – Subvention de fonctionnement à l'association JSPA Attribution
18	FINANCES – Budget Primitif 2022 – Subvention de fonctionnement à l'association Les Petits Potins –Attribution
19	FINANCES – Budget Primitif 2022 – Subvention de fonctionnement à l'association LIONS CLUB - Attribution
20	Finances – Budget principal – Exercice 2022– Décision modificative n°1
21	Finances – Budget Annexe Eau et Assainissement – Exercice 2022– Décision modificative n°1
22	Choix de regroupements d'écoles
23	Lancement d'opération : programme de rénovation du groupe scolaire Pierre et Marie Curie
24	Finances – Redevance d'occupation du domaine public gaz 2022
25	Tarification 2022 des terrasses estivales accordées - Occupation des trottoirs, de la voie publique
26	Mayenne Communauté - Pacte financier, fiscal et solidaire (2021-2026) entre Mayenne Communauté et ses Communes membres : une nouvelle solidarité amplifiée, durable et lisible
27	Marchés publics – Travaux de rénovation de la salle municipale Robert Buron de la Ville de Mayenne – Lot 11 : Désamiantage (21TRA23-11) - Avenant – Autorisation de signature
28	Marchés publics – Vente aux enchères de biens – Autorisation de signature
29	Marchés publics – Commission Consultative des Services Publics Locaux
30	Subvention aux associations sportives des établissements scolaires (UNSS et UGSEL)
31	Mise à disposition des équipements sportifs pour les collèges – Modification des tarifs – Signature des conventions
32	Convention d'objectifs et de moyens entre la Ville, Mayenne Communauté et l'association « Les Possibles » : Personnels mis à disposition de l'association, transformation de l'aide sous forme de subvention et disponibilité de l'agent comptable
33	Foncier - Cession Robinet – Rue Duguesclin
34	Assainissement collectif – Remboursement de Mme Thérèse Trillon
35	Fonds départemental Eau et Assainissement - Demande de subvention pour la réalisation des travaux de réaménagement de la collecte des eaux usées en amont du Pont Notre-Dame

1. Signature de marchés dans le cadre des délégations de signature

N° du marché	Objet	Montant du marché en € HT	Date de signature	Titulaire
22TRA07	Travaux d'extension du réseau d'eaux usées et de renforcement du réseau d'eau potable Chemin de Grinhard	174 450.00 €	14/06/2022	S.T.P.O.
22MOE11	Réhabilitation du réservoir d'eau potable Hoche	16 500 € H.T.	(27)/06/2022	INFRASTRUCTURES CONCEPT

2. Signature d'une consultation dans le cadre des délégations de signature

Objet	Montant du devis quantitatif et estimatif	Titulaire
Travaux école primaire Jules Ferry : réfection de la façade zone ascenseur, ventilation vide sanitaire et réfection du mur de soutènement à droite du quai	31 799.65 € HT soit 38 159.58 € TTC	HUAULT Maçonnerie

Par un document daté du 3 juin 2022, la société HUAULT Maçonnerie a établi un devis quantitatif et estimatif concernant les travaux cités en objet.

Au vu du montant des travaux, de la délibération du 15 octobre 2020 relative aux délégations du Conseil Municipal au Maire et de l'article 142 de la loi ASAP (loi n° 2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique), lequel relève, pour les marchés de travaux, le seuil de publicité et de mise en concurrence à 100.000 € HT jusqu'au 31 décembre 2022, le devis a été signé par M. le Maire le 7 juin 2022.

3. Signature de marché préalablement autorisée

N° du marché	Objet	Montant du marché en € TTC pour 5 ans	Date de signature	Titulaire
--------------	-------	---------------------------------------	-------------------	-----------

22SER04	Marché d'exploitation des installations CVC des bâtiments de la Ville de Mayenne et de Mayenne Communauté	1 971 719.45	04/07/22	ENGIE ENERGIE SERVICES
---------	---	--------------	----------	------------------------------

Par délibération du 27 janvier 2022, le Conseil Municipal a non seulement autorisé M. le Maire à signer la convention du groupement de commandes liée à cette consultation mais également à signer et exécuter le marché pour la partie concernant la Ville de Mayenne ainsi que toutes les pièces s'y rapportant.

Pour information la Commission d'Appel d'Offres de Mayenne Communauté (coordonnateur du groupement) a retenu l'entreprise ENGIE ENERGIE SERVICES pour un montant total de 1 971 719.45 € TTC pour toute la durée du marché, soit 5 ans, du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2027.

DEPARTEMENT DE LA MAYENNE	<u>VILLE de M A Y E N N E</u>	
ARRONDISSEMENT DE MAYENNE	<u>EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL</u>	
Conseillers en exercice	33	
Conseillers présents ou représentés	/	L'an deux mille vingt-deux, le 17 juin, M. LE SCORNET, Maire, a convoqué les membres du Conseil Municipal pour le jeudi 23 juin, au 10, rue de Verdun – salle du Conseil Municipal ou en visioconférence à 20 h.
Contre	/	
Pour	/	
Abstention	/	
Quorum	17	

Séance du 23 juin 2022

Assistaient à la séance :

M. LE SCORNET, Maire, Mme FOURNIER, M. PAILLASSE, Mme LEFOULON, M. TALOIS, Mme DESBOIS, M. REBOURS, Mme LEROUX, M. MARIOTON, Mme SAULNIER Adjoints ; MM. BAILLAU, NICOUX, Mme LEBOURDAIS, MM. GUERAULT, DELENTE, Mmes RONDEAU, THEVARD, MM. AMOUSSOU TOSSOU, BESSIN (*arrive au point n°3*), MOTTAIS, Mme JONES, MM. TRIDON (*visio*), FAUCON, Mme ANGOT, MM. FRANCOU (*visio*), CHOUZY, Mme DEGUARA (*arrive au point n°3*) conseillers municipaux.

Excusés :

Mme COLLET donne pouvoir à Mme RONDEAU
Mme ES SAYEH donne pouvoir à Mme SAULNIER
Mme PAPAZIAN donne pouvoir à M. AMOUSSOU TOSSOU
Mme ROUYERE donne pouvoir à Mme JONES

M. BONNET, Mme OGER.

M. TALOIS a été désigné secrétaire de séance.

1 - Comptes de Gestion 2021 : Budget principal – budgets annexes eau et assainissement - Pompes Funèbres et Crématorium

Mme FOURNIER expose :

Les comptes de gestion du comptable 2021 du budget principal, des budgets annexes eau et assainissement, pompes funèbres et crématorium sont présentés. Le compte de gestion permet de vérifier la conformité des écritures de l'ordonnateur et du comptable. Il y a lieu de se prononcer sur l'adoption des comptes de gestion dont les résultats sont conformes aux comptes administratifs et financiers correspondants.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, approuve sans observations, ni réserves, les comptes de gestion du Trésorier de Mayenne sur le budget principal et les 3 budgets annexes de la Ville pour 2021.

2 - Finances - Compte Administratif 2021– Acquisitions et cessions immobilières- Bilan

Mme FOURNIER expose :

L'article L2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales est ainsi rédigé :

« Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'une commune de plus de 2 000 habitants par celle-ci, ou par une personne physique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette commune, donne lieu chaque année à une délibération du conseil municipal. Ce bilan est annexé au compte administratif de la commune. »

Les opérations immobilières 2021 du budget principal sont énumérées ci-après :

Bilan des acquisitions 2021 :

Nature du bien	Identification cadastrale	Localisation	Cédant	Superficie	Prix principal	n° mandat/date	Observations
Immeuble	AY188	69 Rue du 130ème RI et 29 Rue Chaulin Servinière	VALDENNAIRE Roger, Mélanie PEAN; Frédéric PEAN et Elise PEAN	248m²	95 000.00 €	mandat 895 du 08/03/21	Acte du 25/02/2021. Impôts fonciers à 1131.02 € + Frais à 2 885 €
Immeuble	AV262	Place du huit mai 1945	SNCF Gares et Connexions	615m²	70 000.00 €	mandat 1532 du 19/04/21	droit de préemption, arrêté du 1er juillet 2020 + frais à 2 597,55 €

Bilan des cessions 2021 :

Nature du bien	Identification cadastrale	Localisation	Acquéreur	Superficie	Prix principal	n° titre/date	Observations
Terrain	BN 454	Zone de Poirsac Lieu dit Sainte Catherine	Mayenne Carrosserie SCI C D L J L	314 m²	51 469.11 €	titre n°1735 du 16/09/21	Delib 8 du 28/01/21. Acte du 29/04/21

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, prend acte du bilan des acquisitions et cessions immobilières opérées par la Ville au titre de l'année 2021.

3 - Finances- Compte Administratif 2021 - Budget principal – Adoption

Mme FOURNIER expose :

Conformément à l'article L2121-31 du CGCT – Code Général des Collectivités Territoriales -, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par le vote du compte administratif de budget principal.

L'article L2121-14 du CGCT prévoit que « le conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote ».

Un rapport explicatif sur l'exécution 2021 du budget est joint en annexe ;

Résultats 2021

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2021 :	
Résultat de fonctionnement reporté de 2020	5 308 683,07 €
Recettes de l'année 2021	17 721 891,23 €
Dépenses de l'année 2021	-15 813 448,65 €
RESULTAT DE CLOTURE 2021 :	7 217 125,65 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2021 :	
Résultat d'investissement reporté de 2020	-1 442 564,04 €
Recettes de l'année 2021	4 277 268,82 €
Dépenses de l'année 2021	-5 558 117,26 €
RESULTAT DE CLOTURE 2021 :	- 2 723 412,48 €

Restes à réaliser dépenses 2021	-3 048 060,77 €
Restes à réaliser recettes 2021	1 226 619,78 €
BESOIN DE FINANCEMENT 2021 :	4 544 853,47 €
DISPONIBLE 2021 :	2 672 272,18 €

Mme FOURNIER : Le contexte sanitaire est encore bien présent en 2021 et a été impactant sur les charges de fonctionnement (organisation des services, RH et service d'accueil de la petite enfance). Il a fallu recruter en renfort pour éviter les brassages. Les recettes peinent à retrouver un dynamisme, d'où la dégradation des épargnes. La commune n'a pas souscrit de nouveaux prêts depuis 2012. Le désendettement est marqué mais il va nous permettre de maintenir notre niveau d'investissement. Il va falloir faire des priorités. Je pense à la rénovation de notre patrimoine existant pour le rendre plus confortable, qualitatif, rationnel, adapté à nos besoins et économe en énergie. Il faut assumer nos responsabilités face aux enjeux climatiques. La rénovation du patrimoine est une priorité mais la ville souhaite maintenir ses efforts financiers pour poursuivre sa vitalisation. On a une jolie ville qu'on doit rendre encore plus attractive.

M. LE SCORNET : Nous avons des recettes atones et nous sommes victimes d'un covid long même si les choses sont en train de s'améliorer. On a mis en place des services optimisés pour assurer nos missions régaliennes, notamment la petite enfance qui se sont traduits par des dépenses supplémentaires. On a pu tenir le cap et je remercie vivement les personnels municipaux qui se sont engagés à fond. En dépit des différents protocoles et qui arrivaient tard, ils ont pu faire face à cette situation très particulière. Il nous faut beaucoup de vigilance sur les finances (contexte international et situation économique). Le taux d'inflation va atteindre des niveaux historiques, qui aura pour conséquence de renchérir la dette de l'Etat avec le risque qu'il demande à nouveau aux collectivités locales de participer à l'effort de guerre qui pourrait se traduire par une baisse de dotation. Un chiffre a été évoqué pendant la campagne électorale, à savoir 10 milliards d'euros, qui pourraient être l'effort demandé de l'Etat aux collectivités territoriales pour redresser les comptes publics. Je pense qu'on y verra un peu plus clair dans quelques semaines.

Sous la Présidence de Mme FOURNIER, M. le Maire s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve au titre de l'exercice 2021, le compte administratif du budget principal de la Ville.

4 - Finances - Budget Primitif 2022 – Budget principal – Résultats 2021 – Affectation

Mme FOURNIER expose :

Il convient de confirmer l'affectation des résultats dégagés à l'issue de l'exercice 2021 au budget principal qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget primitif 2021 le 7 avril dernier.

Au vu des résultats du compte administratif de l'exercice 2021 du budget principal,
La section de fonctionnement présente un excédent de 7 217 125,65 €
La section d'investissement fait apparaître un déficit d'investissement de 2 723 412,48 €.

Après prise en compte du solde négatif des restes à réaliser de 1 821 440,99 €, le besoin de financement 2021 est porté à 4 544 853,47€.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise de résultats 2021 du budget principal en affectant ces résultats comme suit :

- 4 544 853,47 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé » sur l'exercice 2022 pour couvrir le besoin de financement,
- 2 672 272,18 € en recettes de fonctionnement imputé sur le compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » de l'exercice 2022.

5 - Finances- Compte Administratif 2021 - budget annexe eau et assainissement – Adoption

Mme FOURNIER expose :

Conformément à l'article L2121-31 du CGCT – Code Général des Collectivités Territoriales -, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par le vote du compte administratif du budget annexe eau et assainissement.

L'article L2121-14 du CGCT prévoit que « le conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote ».

Un rapport explicatif sur l'exécution 2021 du budget est joint en annexe ;

Résultats 2021

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2021 :	
Résultat de fonctionnement reporté de 2020	571 763,05 €
Recettes de l'année 2021	544 465,63 €
Dépenses de l'année 2021	- 401 458,78 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE 2021 :</u>	714 769,90 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2021 :	
Résultat d'investissement reporté de 2020	331 495,51 €
Recettes de l'année 2021	590 258,50 €
Dépenses de l'année 2021	- 753 967,33 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE 2021 :</u>	167 786,68 €

Restes à réaliser dépenses 2021	- 47 344,24 €
Restes à réaliser recettes 2021	231 226,20 €
<u>EXCÉDENT DE FINANCEMENT 2021 :</u>	351 668,64 €

Sous la Présidence de Mme FOURNIER, M. le Maire s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve au titre de l'exercice 2021, le compte administratif du budget annexe eau et assainissement.

6 - Finances - Budget Primitif 2022 – Budget annexe eau et assainissement – Résultats 2021 – Affectation

Mme FOURNIER expose :

Il convient de procéder à l'affectation des résultats dégagés à l'issue de l'exercice 2021 au budget annexe eau et assainissement qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget primitif 2022 le 7 avril dernier.

Au vu des résultats du compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe :

La section de fonctionnement présente un excédent de 714 769,90 €,

La section d'investissement fait apparaître un excédent d'investissement de 167 786,68 €.

Après prise en compte du solde excédentaire des restes à réaliser de 183 881,96 €, le budget 2021 dégage un excédent de financement de 351 668,64 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, procède à la reprise de résultats 2021 du budget annexe eau et assainissement en affectant ces résultats comme suit :

- 167 786,68 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 001 « excédent d'investissement reporté » de l'exercice 2022,
- 100 000 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 1068 « excédent de fonctionnement capitalisé », sur l'exercice 2022 pour affecter en réserves,
- 614 769,90 € en recettes de fonctionnement imputé sur le compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » de l'exercice 2022.

7 - Finances- Compte Financier 2021 - Budget annexe Pompes Funèbres – Adoption

Mme FOURNIER expose :

Conformément à l'article L2121-31 du CGCT – Code Général des Collectivités Territoriales -, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par le vote du compte financier du budget annexe des Pompes Funèbres.

L'article L2121-14 du CGCT prévoit que « le conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote ».

Un rapport explicatif sur l'exécution 2021 du budget est joint en annexe ;

Résultats 2021

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2021 :	
Résultat de fonctionnement reporté de 2020	527 725,32 €
Recettes de l'année 2021	619 673,18 €
Dépenses de l'année 2021	- 582 614,39 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE 2021 :</u>	564 784,11 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2021 :	
Résultat d'investissement reporté de 2020	- 11 088,17 €
Recettes de l'année 2021	105 104,43 €
Dépenses de l'année 2021	- 59 423,65 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE 2021 :</u>	34 592,61 €

<u>DISPONIBLE 2021 :</u>	564 784,11 €
---------------------------------	---------------------

Sous la Présidence de Mme FOURNIER, M. le Maire s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve au titre de l'exercice 2021, le compte financier du budget annexe des Pompes Funèbres.

8 - Finances - Budget Primitif 2022 – Budget annexe Pompes Funèbres– Résultats 2021 –Affectation

Mme FOURNIER expose :

Il convient de confirmer l'affectation des résultats dégagés à l'issue de l'exercice 2021 au budget annexe des Pompes Funèbres qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget primitif 2022 le 7 avril dernier.

Au vu des résultats du compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe,
La section de fonctionnement présente un excédent de 564 784,11 €
La section d'investissement fait apparaître un excédent d'investissement de 34 592,61 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise de résultats 2021 du budget annexe Pompes Funèbres en affectant ces résultats comme suit :

- **34 592,61 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté.**
- **564 784,11 € en recettes de fonctionnement imputé sur le compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » de l'exercice 2022.**

9 - Finances - Compte Financier 2021 - Budget annexe Crématorium – Adoption

Mme FOURNIER expose :

Conformément à l'article L2121-31 du CGCT – Code Général des Collectivités Territoriales -, il vous est proposé d'arrêter les comptes de l'exercice précédent par le vote du compte financier du budget annexe crématorium.

L'article L2121-14 du CGCT prévoit que « le conseil municipal est présidé par le Maire et, à défaut par celui qui le remplace. Dans les séances où le compte administratif est débattu, le conseil municipal élit son Président. Dans ce cas, le Maire peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote ».

Un rapport explicatif sur l'exécution 2021 du budget est joint en annexe.

Résultats 2021

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2021 :	
Résultat de fonctionnement reporté de 2020	1 515 946,95 €
Recettes de l'année 2021	449 647,25 €
Dépenses de l'année 2021	- 241 465,13 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE 2021 :</u>	1 724 129,07 €

RESULTAT D'INVESTISSEMENT 2021 :	
Résultat d'investissement reporté de 2020	- 68 962,29 €
Recettes de l'année 2021	159 143,41 €
Dépenses de l'année 2021	- 71 438,41 €
<u>RESULTAT DE CLOTURE 2021 :</u>	18 742,71 €

<u>DISPONIBLE 2021 :</u>	1 724 129,07 €
---------------------------------	-----------------------

M. LE SCORNET : Je rappelle, et c'est une fierté, que c'est un service assuré en régie. A Laval, c'est une délégation de service public. On peut être fier de l'équipe qui fait un travail remarquable et qui est toujours bienveillante à l'égard des familles.

Sous la Présidence de Mme FOURNIER, M. le Maire s'étant retiré au moment du vote, après délibération, le conseil municipal, à l'unanimité, approuve au titre de l'exercice 2021, le compte financier du budget annexe du crématorium.

10 - Finances - Budget Primitif 2022 – Budget annexe crématorium – Résultats 2021-Affectation

Mme FOURNIER expose :

Il convient de confirmer l'affectation des résultats dégagés à l'issue de l'exercice 2021 au budget annexe du Crématorium qui a fait l'objet d'une reprise anticipée lors du vote du budget primitif 2022 le 7 avril dernier.

Au vu des résultats du compte administratif de l'exercice 2021 du budget annexe,

La section de fonctionnement présente un excédent de 1 724 129,07 €

La section d'investissement fait apparaître un excédent d'investissement de 18 742,71 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, confirme la reprise de résultats 2021 du budget annexe du crématorium comme suit :

- **18 742,71 € en recettes d'investissement imputé sur le compte 001 solde d'exécution de la section d'investissement reporté,**
- **1 724 129,07 € en recettes de fonctionnement imputé sur le compte 002 « excédent de fonctionnement reporté » de l'exercice 2022.**

11 - Finances – Budget Principal- Exercice 2022 – Equipement de la salle des conseils - Fonds de concours de Mayenne Communauté

Mme FOURNIER expose :

L'équipement sonore et audiovisuel de la salle des conseils a été réaménagé pour un total de 25 740,44 € ttc supporté par le budget principal.

Dans la mesure où la salle est partagée avec Mayenne Communauté, il vous est proposé de solliciter le financement de cette dépense par le biais d'un fonds de concours de Mayenne Communauté à hauteur de 50% du montant hors taxes soit 10 725 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **Sollicite un fonds de concours de 10 725 € auprès de Mayenne Communauté au titre des dépenses en équipement sonore et audiovisuel de la salle des conseils,**
- **Dit que le crédit de recette est complété à la décision modificative présentée ce jour,**
- **Autorise la signature de la convention régissant les modalités de versement du fonds de concours avec Mayenne Communauté.**

12 - Finances – Taxe Locale sur la publicité Extérieure – Tarifs 2023

Mme FOURNIER expose :

Conformément aux articles L2333-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT), il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure (TLPE) avant le 1^{er} juillet précédant celle de l'imposition.

La TLPE s'applique à tous les supports publicitaires fixes exploités et visibles de toute voie ouverte à la circulation publique, situés sur l'ensemble du territoire de la Commune. On distingue trois catégories de supports : les dispositifs publicitaires, les pré enseignes et les enseignes.

Monsieur le Maire rappelle à l'assemblée délibérante qu'elle a choisi d'alléger le poids de cette taxe en :

- exonérant les enseignes dont la superficie totale est inférieure ou égale à 7m² (délibérations n°11 du 25 juin 2009 et n°26 du 3 septembre 2020),
- exonérant les enseignes autres que celles scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12m² (délibération n°16 du 21 octobre 2010 et n°26 du 3 septembre 2020) et d'autre part,
- en réduisant de moitié la taxe sur les enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12m² et inférieure à 20m² (délibérations n°16 du 21 octobre 2010 et n°26 du 3 septembre 2020).

Au niveau des tarifs, il est précisé que la Ville a opté pour des tarifs de TLPE fixés à partir des tarifs maximaux de droit commun conformément à l'article L 2333-9 du CGCT. Ces tarifs varient selon la nature du support

et la taille de la collectivité. Par ailleurs, ces tarifs sont relevés chaque année, dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année conformément à l'article L2333-12 du CGCT. Pour information, le taux de variation de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France est de + 2,8 % (source INSEE).

	Tarifs 2022 par m ² pour rappel	Tarifs 2023 Maximaux par m ²
Dispositifs publicitaires et pré enseignes non numériques de moins de 50m ²	16,20 €	16,70 €
Dispositifs publicitaires et pré enseignes non numériques de plus de 50m ²	32,40 €	33,40 €
Dispositifs publicitaires et pré enseignes sur support numérique de moins de 50m ²	48,60 €	50,10 €
Dispositifs publicitaires et pré enseignes sur support numérique de plus de 50m ²	97,20 €	100,20 €
Enseignes de moins de 12 m ²	16,20 €	16,70 €
Enseignes entre 12 m ² et 50 m ²	32,40 €	33,40 €
Enseignes de plus de 50 m ²	64,80 €	66,80 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, fixe les tarifs 2023 de la TLPE comme indiqués ci-dessus.

13 - Finances – Budget annexe du crématorium — Exercice 2022 – Don au CCAS – Délibération du 7 avril 2022 – retrait

Mme FOURNIER expose :

Par délibération n°15 du 7 avril 2022, le Conseil a autorisé le versement d'un don au CCAS d'un montant de 16 926 € par le budget annexe du crématorium correspondant à la recette générée au titre de la vente des métaux.

Par courrier en date du 27 avril dernier la Préfecture nous invite à annuler notre délibération en référence au nouveau contexte législatif. En effet, l'article L 2223-18-1-1 du code général des collectivités territoriales créée par la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale, a encadré la pratique de récupération des métaux issus de la crémation par les opérateurs funéraires.

Dans la mesure où le décret d'application précisant les conditions d'application des dispositions législatives n'est à ce jour pas paru, il nous est demandé de retirer notre délibération.

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. CHOUZY ayant voté contre), retire la délibération n°15 du 7/04/2022 autorisant le versement d'un don au CCAS d'un montant de 16 926 € par le budget annexe 2022 du Crématorium.

14 – Finances – Exercice 2022 – Classe transplantée – Ecole La Vallée – Subvention à l'Ogec Vallée Don Bosco

Mme FOURNIER expose :

Une demande de participation nous est parvenue de l'école La Vallée pour un séjour en classe de neige en février 2022.

Il est proposé au Conseil Municipal d'octroyer une aide aux familles domiciliées à Mayenne dans les mêmes conditions que pour les écoles publiques, en fonction des revenus et plus précisément sur la base du quotient familial CAF.

Le coût du séjour s'élevant pour les familles à 384 €, la participation de la ville est calculée comme suit :

- ▲ si le quotient familial est inférieur à 425 €, la ville participe à hauteur de 80 % du coût du séjour, soit dans ce cas précis pour 307.20 €,
- ▲ si le quotient familial est supérieur à 999 €, il n'y a pas de participation de la ville,
- ▲ si le quotient familial se situe entre le plancher et le plafond, la ville participe de façon dégressive suivant la formule suivante : $534,66 - (0,5352 \times QF)$

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. MOTTAIS n'ayant pas pris part au vote et M. CHOUZY s'étant abstenu), verse une participation globale de 1 251.78 € pour 11 élèves mayennais aidés. Cette somme sera versée sur le compte de l'OGEC Vallée Don Bosco.

15 – Finances – Exercice 2022 – Classe transplantée – Ecole Saint Martin – Subvention à l'Ogec Vallée Don Bosco

Mme FOURNIER expose :

Une demande de participation nous est parvenue de l'école Saint Martin pour un séjour en classe découverte à la mer.

Il est proposé au Conseil Municipal d'octroyer une aide aux familles domiciliées à Mayenne dans les mêmes conditions que pour les écoles publiques, en fonction des revenus et plus précisément sur la base du quotient familial CAF.

Le coût du séjour s'élevant pour les familles à 130 €, la participation de la ville est calculée comme suit :

- ▲ si le quotient familial est inférieur à 425 €, la ville participe à hauteur de 80 % du coût du séjour, soit dans ce cas précis pour 104.00 €,
- ▲ si le quotient familial est supérieur à 999 €, il n'y a pas de participation de la ville,
- ▲ si le quotient familial se situe entre le plancher et le plafond, la ville participe de façon dégressive suivant la formule suivante : $181,00 - (0,1812 \times QF)$

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. MOTTAIS n'ayant pas pris part au vote et M. CHOUZY s'étant abstenu), verse une participation globale de 165.18 € pour 4 élèves mayennais aidés. Cette somme sera versée sur le compte de l'OGEC Vallée Don Bosco.

16 – Finances – Exercice 2022 – Classe transplantée – Ecole Saint Martin – Subvention à l'Ogec Vallée Don Bosco

Mme FOURNIER expose :

Une demande de participation nous est parvenue de l'école Saint Martin pour un séjour en classe découverte à la montagne.

Il est proposé au Conseil Municipal d'octroyer une aide aux familles domiciliées à Mayenne dans les mêmes conditions que pour les écoles publiques, en fonction des revenus et plus précisément sur la base du quotient familial CAF.

Le coût du séjour s'élevant pour les familles à 280 €, la participation de la ville est calculée comme suit :

- ▲ si le quotient familial est inférieur à 425 €, la ville participe à hauteur de 80 % du coût du séjour, soit dans ce cas précis pour 224.00 €,
- ▲ si le quotient familial est supérieur à 999 €, il n'y a pas de participation de la ville,
- ▲ si le quotient familial se situe entre le plancher et le plafond, la ville participe de façon dégressive suivant la formule suivante : $389,85 - (0,3902 \times QF)$

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. MOTTAIS n'ayant pas pris part au vote et M. CHOUZY s'étant abstenu), verse une participation globale de 942.69 € pour 9 élèves mayennais aidés. Cette somme sera versée sur le compte de l'OGEC Vallée Don Bosco.

17 - FINANCES – Budget Primitif 2022 – Subvention de fonctionnement à l'association JSPA Attribution

Mme FOURNIER expose :

L'association Jeunesse Sport Plein Air (section canoë) organisera une animation pour le compte de la ville lors des manifestations du 14 juillet prochain. Dans ce cadre, il est proposé de verser une subvention de 200 € à l'association en contre partie des frais engagés.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue une subvention de fonctionnement à l'association JSPA d'un montant de 200 € au titre de l'exercice 2022.

18 - FINANCES – Budget Primitif 2022 – Subvention de fonctionnement à l'association Les Petits Potins – Attribution

Mme FOURNIER expose :

L'association LES PETITS POTINS a pour objectif de promouvoir l'activité locale par la création et l'impression d'un magazine de proximité mettant en valeur les acteurs de la Ville (commerçants, artisans, habitants et associations). Ce magazine est tiré à 8000 exemplaires et posté sur les réseaux sociaux. Après avoir bénéficié d'une première subvention en 2020 de 1 500 €, de 3 500 € en 2021, l'association sollicite pour 2022 le soutien de la Ville à hauteur de 1 660 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue une subvention de fonctionnement à l'association LES PETITS POTINS d'un montant de 1 660 € au titre de l'exercice 2022.

19 - FINANCES – Budget Primitif 2022 – Subvention de fonctionnement à l'association LIONS CLUB – Attribution

Mme FOURNIER expose :

L'association LIONS CLUB sollicite la ville pour un soutien financier dans le cadre de l'organisation du marché de Noël à hauteur de 3 500 €.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue une subvention de fonctionnement à l'association LE LIONS CLUB d'un montant de 3 500 € au titre de l'exercice 2022.

20 - Finances – Budget principal – Exercice 2022– Décision modificative n°1

Mme FOURNIER expose :

Le budget principal 2022 a été adopté par délibération du 7 avril dernier. Depuis cette date, des besoins nouveaux en dépenses sont apparus ou se sont précisés et des recettes nous ont été notifiées.

Ainsi, il vous est proposé d'ajuster le budget au moyen d'une première décision modificative intervenant sur les deux sections budgétaires.

Section de fonctionnement :

Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DÉPENSES	RECETTES
011	91	6135	Location mobilières	4 800,00 €	
011	813	6284	Redevance pour services rendus	53 000,00 €	
011	71	615228	Entretien autres bâtiments	5 540,00 €	
011	01	6226	Honoraires	5 865,00 €	
011	024 2	6135	Animations fête de la musique; location d'une sono	500,00 €	
011	024 2	6228	Technicien pour animations fête de la musique dans le parc du château	1 000,00 €	
011	91	6135	Location d'un barnum de 50 mètres pour Foire de la madeleine et CIMA	31 824,00 €	
011	91 3	60631	Fournitures électriques pour CIMA	9 176,00 €	
012	520	6218	Mise à disposition de personnel par le CCAS à la Ville pour 2021	10 994,00 €	
65	024 3	6574	Subvention LIONS CLUB	3 500,00 €	
65	024 1	6574	Subvention JSPA 14 Juillet	200,00 €	
73	01	73211	Attribution de compensation		45 552,00 €
74	01	7411	Dotation forfaitaire		-13 564,00 €
74	01	74121	Dotation de Solidarité Rurale		11 360,00 €
74	01	74123	Dotation de Solidarité Urbaine		2 321,00 €
77	01	7788	Produits exceptionnels		27 231,00 €
77	33 1	7788	Troisième acompte sur Indemnisation sinistre Hall d'exposition par l'assurance GAN		40 000,00 €
77	523	7788	Indemnisation assurance logement rue des Perrouins suite à incendie de juillet 2021		97 152,00 €
77	33 4	7788	Indemnisation assurance sinistre salle Polyvalente		11 466,00 €
023	01	023	Virement à la section d'investissement	95 119,00 €	
TOTAL DM n°1				221 518,00 €	221 518,00 €
Pour mémoire BP 2022				20 058 872,00 €	20 058 872,00 €
TOTAL APRES DM n°1				20 280 390,00 €	20 280 390,00 €

Section d'investissement :

Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DÉPENSES	RECETTES
20	811	2031	Etude diagnostic et schéma directeur de gestion des eaux pluviales	17 400,00 €	
20	411	2031	Programmation pour la construction d'équipements sportifs dédiés à l'athlétisme et au tennis au Parc Municipal des Sports de Mayenne	29 280,00 €	
20	824 4	2031	Transfert crédit 2022 délégation études site Rouillois à LMA	257 900,00 €	
20	824 4	238	Transfert crédit 2022 délégation études site Rouillois à LMA	-257 900,00 €	
20	822 0	2031	Maîtrise d'œuvre externe pour des études en VRD	-52 631,00 €	
21	824 1	2111	Acquisition terrain 4 place Cheverus	9 000,00 €	
21	64 4	21318	Travaux à la MPE (stores intérieurs + serrures) selon plan de sécurisation de la gendarmerie	3 316,00 €	
21	01	21318	Accessibilité des bâtiments communaux	-17 096,00 €	
21	33 233	2132	Réfection du réseau de distribution intérieur du chauffage du restaurant du centre de loisirs des Chateliers	9 864,00 €	
21	020 0	2183	Serveur + caméras pour salle du Conseil	12 400,00 €	
21	64 4	2188	Lave vaisselle pour la MPE	3 942,00 €	
21	523	2132	Travaux de reconstruction 2 logements sociaux rue des Perrouins suite à incendie de juillet 2021	120 000,00 €	
21	822 0	2151	Travaux de voirie passage du Louvre	-40 000,00 €	
21	020 2	2184	1 siège service commande publique	390,00 €	
21	020 7	2184	6 sièges service informatique	2 336,00 €	

Chap.	Fonc.	Nature	Libellé opération	DÉPENSES	RECETTES
13	020 0	13151	Fonds de concours de Mayenne Communauté pour équipement salle des conseils		6 775,00 €
13	422	1322	Subvention Région		-60 000,00 €
13	411	1322	Subvention Région salle Robert Buron		60 000,00 €
13	824 4	1321	Subvention Etat Plan de relance à la construction durable 3 logements du quartier Pommier		-43 100,00 €
132	01	1328	Subvention Adème pour financement de l'AMO réseau de chaleur biomasse		-6 006,00 €
024	01	024	Cession immeuble logement social rue des Perrouins		43 645,00 €
024	01	024	Cession Robinet rue Duguesclin		1 768,00 €
041	01	2116	récupération avance forfaitaire marchés travaux extension jardin du souvenir	20 000,00 €	
041	01	238	récupération avance forfaitaire marchés de travaux jardin du souvenir		20 000,00 €
021	01	021	Virement de la section de fonctionnement		95 119,00 €
TOTAL DM n°1				118 201,00 €	118 201,00 €
Pour mémoire BP 2022				12 479 487,00 €	12 479 487,00 €
TOTAL APRES DM n°1				12 597 688,00 €	12 597 688,00 €

Il vous est proposé d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites comptablement dans le document annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	126 399,00 €	221 5 18,00 €	98 201,00 €	3 082,00€
Opérations d'ordre	95 119,00 €	0 €	20 000,00 €	115 119,00 €
TOTAL	221 518 ,00€	221 5 18,00€	118 201,00 €	118 201,00 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2022 du budget principal telle qu'elle est présentée et annexée.

21 - Finances – Budget Annexe Eau et Assainissement – Exercice 2022– Décision modificative n°1

Mme FOURNIER expose :

Le budget annexe Eau et Assainissement 2022 a été adopté par délibération du 7 avril dernier.

Il vous est proposé d'ajuster le budget annexe Eau et Assainissement au moyen d'une première décision modificative sur la section d'investissement en inscrivant un crédit de dépense complémentaire de 33 852 € pour prévoir la hausse des marchés de travaux financé par la correction du résultat excédentaire 2021 de + 33 852 €.

SECTION D'INVESTISSEMENT 2022 :				
Chap.	Nature	Libellé opération	DÉPENSES	RECETTES
001	001	Reprise excédentaire de résultat 2021		33 852,00 €
21	2156	Travaux	33 852,00 €	
TOTAL DM n°1			33 852,00 €	33 852,00 €
Pour mémoire BP 2021			1 977 491,88 €	1 977 491,88 €
TOTAL APRES DM n°1			2 011 343,88 €	2 011 343,88 €

Il vous est proposé d'adopter la décision modificative n°1 de l'exercice en cours intégrant les informations précisées ci-dessus, tel que décrites comptablement dans le document annexé, et conformément au tableau ci-dessous :

- au niveau des chapitres pour la section d'investissement :

	Fonctionnement		Investissement	
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Opérations réelles	0 €	0 €	33 852 €	33 852 €
Opérations d'ordre	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL	0 €	0 €	33 852 €	33 852 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, adopte la décision modificative n°1 à l'exercice 2022 du budget annexe Eau et Assainissement telle qu'elle est présentée et annexée.

Suspension de séance à 20 h 59 et reprise de la séance à 21 h 05

22 - Choix de regroupements d'écoles

M. PAILLASSE expose :

1/ Contexte et rappel de la problématique

Baisse de la natalité, vieillissement de la population sur Mayenne. Baisse continue du nombre d'enfants mayennais scolarisés dans les écoles (dans le public ET le privé). Fermetures de classes. Projection sur 10 ans : baisse prévue et continue du nombre d'enfants scolarisés dans les écoles = fermetures de classes à prévoir. De nombreux sites scolaires surdimensionnés par rapport aux nombres de classes (3 écoles maternelles à seulement 2 classes) : locaux à chauffer et à entretenir.

Année scolaire	Nombres d'enfants scolarisés (public et privé)	Evolution en pourcentage	Evolution en 20 ans
1994/1995	1979		-34%
2011/2012	1457	-26%	
2021/2022	1310	-10%	

En 20 ans les écoles de la ville de Mayenne ont perdu plus d'1/3 des effectifs

2/ L'étude et l'accompagnement du cabinet

Appel au cabinet Arep Menighetti pour poser un diagnostic, faire des projections et surtout proposer des hypothèses de regroupement de sites scolaires du côté est d'une part (regroupement des sites maternels) et du côté ouest d'autre part (regroupement de sites maternels et élémentaires) : possibilité de

regroupements, avantages et inconvénients de chaque hypothèse, chiffrage de chaque hypothèse.
Début de l'étude : décembre 2020 fin de l'étude : novembre 2021

3/ La démarche

Travail des différentes hypothèses dans la cadre d'un comité technique et d'un comité de pilotage composés des directeurs d'écoles, de représentants de parents d'élèves, de l'inspectrice de l'éducation nationale, du DSDEN, d'élus et techniciens de la collectivité. Démarche participative qui a permis d'affiner les hypothèses et de cibler les avantages et inconvénients de chacune d'elles.

4/ Présentation des différentes hypothèses

Les différentes hypothèses de regroupement des sites ont été présentées aux familles en février 2021 via un document envoyé par mail. Un certain nombre de familles ont laissé des commentaires. Un grand nombre de retours (outre les questions de proximité) vont dans le sens d'un regroupement qui permettrait d'accueillir à la fois les maternels et les élémentaires sur le même site (côté ouest).

5/ Propositions

Mayenne ouest

Proposition de retenir le regroupement de l'élémentaire L. Michel et de l'élémentaire P&M Curie sur le site de l'élémentaire P&M Curie ET regroupement de la maternelle J. Prévert et de la maternelle P&M Curie sur le site de la maternelle Pierre et Marie Curie).

Principaux avantages :

- Deux accès possibles : un au nord (quartier pommiers), un au sud (centre-ville)
- Fusion de deux zones de carte scolaire : favorise la mixité sociale
- Espaces extérieurs généreux
- Utilisation maximale de l'existant
- Ecole bilingue
- Préau spacieux
- Pas de déplacements verticaux pour les maternels
- Accessibilité du site (stationnements et cars)

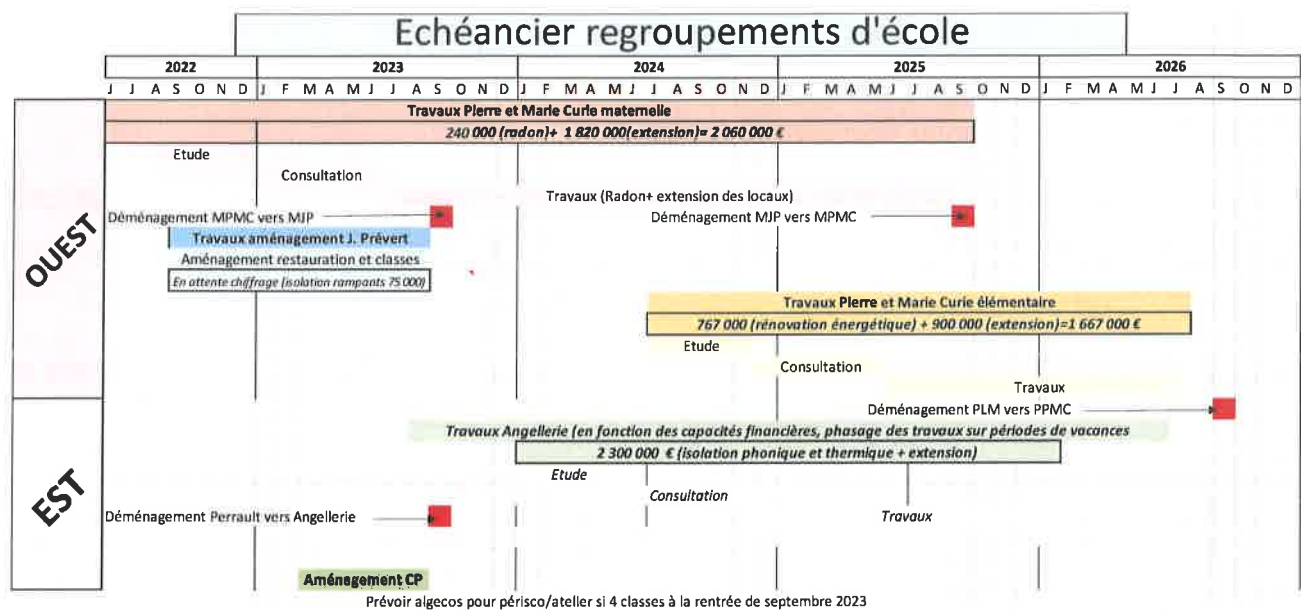
Mayenne est

Proposition de retenir le regroupement des écoles maternelles Charles Perrault et L'Angellerie sur le site de l'Angellerie).

Principaux avantages :

- Disposition de l'école et espaces adaptés aux élèves de maternelle (adaptation au rythme des enfants, adaptation pédagogique avec espace central qui dessert les classes, sanitaires adaptés à proximité de chaque classe)
- Parvis sécurisé, espaces de stationnement
- Pas de boulevard passant, possibilité de déposer à pied ou en vélo en sécurité
- Maintien des cours
- Peu de travaux d'extension à prévoir

6/ Calendrier envisagé et estimation des coûts des travaux par site



Transfert des classes maternelles de Pierre et Marie Curie à Jacques Prévert de septembre 2023 à septembre 2025.

Vu la mission de diagnostic réalisé en 2021 par le cabinet AREP MENIGHETTI et les Scénarios de faisabilité concernant les équipements scolaires dans la version finale du 26 octobre 2021,

Vu le diagnostic énergétique des bâtiments scolaires et la nécessité de répondre aux normes environnementales et de performances énergétiques,

Vu le diagnostic Radon en date du 15 juin 2021 et le délai de mise aux normes au 15 juin 2024,

Vu l'avis de la commission municipale affaires scolaires et restauration en date 18 mai 2022,

Vu l'avis du COPIL schéma directeur des écoles en date du 24 mai 2022,

Vu l'avis du groupe majoritaire en date du 13 juin 2022,

M. MOTTAIS : Le schéma de regroupements des écoles publiques de Mayenne est la conséquence de choix politiques. Quel est le constat ? Mayenne n'est plus une ville attractive, depuis de nombreuses années notre ville n'attire plus de jeunes ménages. D'où des conséquences directes sur la démographie, Mayenne a perdu 8 % de la population soit environ 1 000 habitants en 20 ans, et sur la baisse de la natalité. Donc le chiffre de 34 % de baisse des effectifs dans nos écoles publiques est finalement logique. Si nous sommes confrontés à cette situation, ce n'est pas le fruit du hasard. Les mandats précédents n'ont pas pris les mesures suffisantes en matière d'attractivité du territoire pour enrayer ce phénomène. C'est le bilan des majorités précédentes, c'est aussi celui de la majorité actuelle qui en est l'héritière. Vos prises de paroles dans les différentes coupures de presse ou vos interventions à la radio laissent à penser que la collectivité n'a pas de responsabilité. Le politique a sa part de responsabilité. Chacun doit assumer ses responsabilités. C'est notamment le cas pour le choix de la sectorisation de 2016, votée par les élus précédents dont vous étiez, qui n'a fait qu'amplifier la baisse des effectifs dans nos écoles.

En ce qui concerne la forme du dossier, la communication faite autour de ce schéma de regroupement aurait pu être perfectible à 2 égards. D'abord auprès des parents. Un message leur a été adressé fin février par la mairie pour leur présenter les hypothèses de regroupement à l'Ouest et à l'Est. Dans ce document, très succinct, il n'y a aucun détail sur les hypothèses, ni les avantages, ni les inconvénients, ni les perspectives financières. Rien d'étonnant si nos services n'ont reçu qu'une trentaine de réponses, la communication aurait dû être plus précise et surtout plus ouverte.

Du côté des élus, c'est la même chose. Le sujet a été débattu en comité de pilotage, dont je faisais partie, les informations étaient fournies. C'était beaucoup moins le cas pour la commission Éducation. Mais quand les élus ne sont ni membres de comité de pilotage, ni membre de la commission Éducation, les informations à disposition sont limitées. Nous regrettons d'ailleurs que la délibération de ce soir ne précise aucune

donnée budgétaire sur les hypothèses, ou a minima qu'elle ne soit pas accompagnée d'une annexe détaillant les hypothèses et leurs budgets respectifs. Cela aurait permis d'objectiver notre décision.

M. LE SCORNET : Vous parlez entre vous quand même ?

M. MOTTAIS : On parle entre nous mais M. le Maire pour un sujet comme ça, ça mériterait que la totalité du conseil municipal soit concerté en même temps. Effectivement on parle entre nous.

M. LE SCORNET : C'est une bonne nouvelle.

M. MOTTAIS : Il n'y a pas d'un côté la majorité et les oppositions, il y a aussi le conseil municipal dans sa globalité.

Concernant le fond et précisément le regroupement Ouest, nous devons faire avec la réalité des effectifs, pour laquelle nous avons une part de responsabilité politique, et aussi avec la réalité des bâtiments. C'est pour cela que le transfert des élèves de Jacques Prévert et Louise Michel sur le site de Pierre et Marie Curie nous paraît être pertinent. Nous avons assumé cette position auprès des parents d'élèves que nous avons rencontrés. J'en profite d'ailleurs pour témoigner de l'écoute et du respect qui ont émané de nos conversations. Nous sommes favorables mais nous émettons un fort préalable, et c'est un message que nous passons à l'Éducation Nationale : le transfert doit se traduire par une addition des classes, pas par des fusions qui reviendraient à surcharger les effectifs par classe. Parmi les avantages de ce regroupement, je retiendrai les suivants :

- Le site de Pierre et Marie Curie permet d'accueillir l'ensemble des élèves
- L'accès y est plus sécurisé
- Le regroupement favorisera la mixité sociale
- Cela maintient une école en centre-ville même si nous savons que cette notion de centre-ville est discutée dans ce dossier. Si nous estimons que le centre-ville à l'Ouest se situe autour de la place Clémenceau, les écoles Jacques Prévert, Louise Michel et Pierre et Marie Curie en sont à équidistance.
- Cela permettra à Mayenne et ses habitants de bénéficier d'un grand pôle d'enseignement public à l'Ouest depuis la maternelle jusqu'au collège avec Sévigné voire au lycée avec Lavoisier en proximité. Cela règle le problème de la fameuse double dépose lorsque des fratries sont scolarisées dans des degrés d'enseignements différents.

Concernant le regroupement de Charles Perrault et de l'Angellerie sur le site de l'Angellerie, nous estimons que cette hypothèse n'est pas une bonne option. Pourquoi ? Tout d'abord parce que cette école serait, pour le coup, très excentrée et qu'elle ne résout pas la double dépose entre la maternelle, le primaire et le collège Jules Ferry. Nous pensons qu'une meilleure solution existe, celle-ci a d'ailleurs été très vite abordée en comité de pilotage et très vite mise de côté, trop vite à notre goût.

Nous proposons que les écoles Charles Perrault et l'Angellerie soient regroupées sur un nouveau site, celui de la SEGPA du collège Jules Ferry. Pour plusieurs raisons :

- Le transfert des élèves de la SEGPA vers le site du collège principal permettrait de promouvoir une vie scolaire inclusive, mais c'est l'affaire du Département, en charge des collèges
- Nous bénéficions d'un foncier dont la ville de Mayenne est propriétaire
- Le bâtiment, propriété du Département, accueille 8 classes de 50m² minimum, déjà destinées à l'usage scolaire.
- Comme à l'Ouest, cela permettrait de bénéficier d'un grand pôle d'enseignement public à l'Est. Une étude récente de la Banque de Territoires montre que l'enseignement est un enjeu d'attractivité des villes moyenne, notamment lorsqu'une offre est proposée dans des groupes scolaires.
- Ce regroupement résout, de fait, même la double dépose
- Des parents d'élèves que nous avons rencontrés se sont dit intéressés par cette idée
- Et surtout, le Département est lui-même favorable à ce transfert

Nous regrettons donc que la municipalité n'ait pas engagé la discussion avec les services du Département pour approfondir cette opportunité qui, pour nous, est la meilleure option.

Vous l'avez compris, n'étant pas favorable au schéma de regroupement dans la globalité, lui-même étant une conséquence de choix politiques passés, nous voterons contre cette délibération

Puisque l'issue du vote ne fait guère de doute, je conclus avec un sujet qui n'a pas été abordé par la délibération mais qui est pourtant une conséquence directe et non négligeable de cette décision, c'est le

devenir des bâtiments qui seront inoccupés. Nous avons été étonnés par vos propos dans la presse : « *Nous n'avons aucun plan pour ces bâtiments, nous n'avons pas travaillé la question* ». Dans une vraie stratégie d'attractivité et de développement urbain, un sujet comme celui-ci aurait mérité plus de prospective. C'est pour cela que nous émettons des propositions :

- Jacques Prévert n'étant plus accessible et ne pouvant de fait pas être un ERP, la vente du bien est à objectiver. Les recettes de cette vente devraient d'ailleurs être affectées à des crédits d'investissement pour nos écoles publiques
- Pour Louise Michel, profitons de cette opportunité pour réinterroger la situation de la Visitation qui est en proximité et dont nous connaissons les nombreuses problématiques. L'école ne pourrait-elle pas accueillir un pôle associatif et culturel avec les associations, des ateliers d'art graphique ou des résidences d'artistes ?
- Pour Charles Perrault, nous proposons de faire de ce lieu un centre de connaissances et découvertes d'une activité qui a fait et qui fait toujours la renommée industrielle de Mayenne à savoir l'imprimerie, en lien avec les entreprises concernées du territoire.
- Pour l'Angellerie, puisque nous proposons un regroupement à la SEGPA, la physionomie des locaux permettrait d'y proposer des salles à disposition ou à la location pour les associations de notre ville, nous savons qu'il y a de la demande.

M. CHOUZY : C'est un sujet majeur, la preuve ça fait débat ce soir. Je remercie les parents d'élèves de se mobiliser autour d'une cause très importante : nos enfants. Il faut investir sur nos enfants car c'est l'avenir de demain. Là-dessus, ça ne fait pas de débat. Je suis en phase dans la globalité avec l'équipe d'Adrien Mottais. Néanmoins, j'ai quelques petites interrogations. Une nouvelle fois, je m'interroge sur la forme. Dans les concertations, il n'y a eu que des bribes d'informations véhiculées. Même nous, en tant qu'élus d'opposition, on s'est aperçu que les parents d'élèves, dont je fais partie, ont reçu les mails avant les élus de l'opposition. Par exemple, pour le courrier qu'a cité Adrien, il a été envoyé, de mémoire, le 21 février aux parents et en tant qu'élus je l'ai reçu le 22 février. Je m'interroge déjà sur la forme. Concernant l'accès aux dossiers, je rentre un peu plus dans la technique mais pour avoir une décision claire et objective il faut des éléments clairs et objectifs. J'ai passé mon après-midi à regarder et à sortir tous les éléments que j'avais peut-être pu zapper. J'ai même concerté différentes personnes, diverses et variées. Je faisais partie des parents d'élèves de Charles Perrault à l'époque. On a même été dans le bureau du Maire pour évoquer le fait qu'il n'y ait pas de jeux extérieurs sur ce site. On nous a dit « *pas de problème* » et on avait même vu en conseil municipal qu'on pourrait mettre quelque chose de démontable. Cela n'a pas été fait. Ce fut au budget pendant 2 ans et je me dis que c'était peut-être une mort programmée et qu'on condamnait cette école en amont. Je m'interroge toujours sur la forme. On a versé 36 200 €, sauf erreur de ma part, à un cabinet d'études pour ressortir quelque chose qu'on avait peut-être préparé en amont. Qu'on soit bien clair, je ne suis pas contre les études mais il faut qu'elles servent à quelque chose et qu'elles ne servent pas d'alibi. C'est mon ressenti, mon avis et je l'exprime très clairement. Dans une note de synthèse qu'on a reçu pour une commission éducation restauration, il y avait les avantages et inconvénients et notamment les frais de combustibles. C'est un sujet important en ce moment mais j'ai trouvé des erreurs. Mais attention, ce sont des erreurs X2. Je n'ai pas vu les avis sortis mais c'était des choses dans la note de synthèse. C'était à la dernière commission. Pour un choix éclairé, quand on se trompe de plus de 80 000 € sur les frais de combustibles, ça m'interroge. J'ai tous les éléments, il n'y a pas de soucis, je pourrai vous produire cela.

M. LE SCORNET : Je veux bien les avoir.

M. CHOUZY : Ça fait tellement débat que je vous demande très clairement et d'une manière publique d'ajourner ce point. Il fait débat et je pense qu'il faut qu'il soit repris et qu'on puisse le présenter de façon plus sereine et avec un peu plus de concertation. On peut même le voir dans la délibération de ce soir, c'est marqué « *vu l'avis du groupe majoritaire* » mais on ne voit nulle part marqué « *vu l'avis du groupe minoritaire ou d'opposition* ». Même sur le schéma que vous nous avez présenté, sauf erreur de ma part, on est à 6 millions d'euros sur les différents sites, or sur le PPI, on est à 4,4 millions d'euros. Je m'interroge donc sur la faisabilité de la chose. Il y a un trou dans la raquette. Tous ces éléments me laissent à penser, à mon sens, que le dossier n'est pas ficelé correctement. Je vous demande de supprimer ce point de l'ordre du jour comme on n'a pu le faire pour d'autres sujets et comme on a pu ajouter certains points à l'ordre du jour et j'y ai toujours été favorable. Je vous demande de reporter ce point pour qu'on puisse échanger de manière plus participative et qu'on ait des éléments plus clairs et plus précis. Je pense que ce serait mieux pour tout le monde.

M. PAILLASSE : Tout d'abord j'aimerais comprendre. L'opposition quelle qu'elle soit a toujours été dans les réunions. Dans toutes les réunions que nous avons pu faire, je n'ai jamais entendu ces propos tenus ce soir. Il n'y a jamais eu de votre part de contestations, de propositions. Je dirai même que, à la limite, dans une commission affaires scolaires, l'une de vos conseillères s'est même proposée de m'accompagner dans les écoles pour expliquer aux parents d'élèves les orientations données. Honnêtement, ce soir je veux bien croire que vous ayez des velléités de propos car nous sommes en conseil municipal avec une presse présente. Mais il est quand même incroyable de vous entendre ce soir dire tout ce que vous venez de dire. Je n'ai jamais entendu aucune de ces paroles dans les différentes réunions que nous avons pu avoir. Maintenant, concernant les documents, comme M. le Maire l'a dit, je présume que vous discutez entre vous. Les documents ont tous été envoyés. Membres de la majorité, nous n'avons pas eu d'éléments supplémentaires à tout ce qui a pu être envoyé, que ce soit en comité de pilotage ou en commission affaires scolaires. Donc, ne venez pas dire aujourd'hui que vous n'avez pas eu les éléments. Je ne comprends pas ce propos de dire que vous n'avez pas eu d'éléments. Vous avez eu tous les éléments lors des comités de pilotage, ils vous ont été adressés. Il est facile, ce soir, de dire des choses devant tout le monde alors qu'en fin de compte on pourrait reprendre nos débats. Par exemple, lors du dernier comité de pilotage, vous étiez à gauche M. Mottais et quand nous avons présenté les solutions et les choix, il n'y a pas eu un mot de votre part. C'est bizarre que ce soir, d'un seul coup, vous vous réveilliez et que vous ayez plein d'idées concernant ce schéma de regroupement. Franchement, cette manière de faire vous correspond bien. Franchement, ça vous correspond bien d'aller dans ce sens-là : ne rien dire lorsque nous sommes en réunion et vous exprimer lorsque nous sommes en conseil municipal. Effectivement, il faut savoir que ça se passe comme ça.

M. MOTTAIS : Pour répondre rapidement et je donnerai ensuite la parole à ma collègue Valérie. Concernant le fait qu'une de nos collègues avait acceptée de vous accompagner. En effet, vous avez raison, il s'agit de Joëlle Rouyère qui a accepté de le faire pour le regroupement à l'ouest. A aucun moment, elle n'a accepté de le faire pour le regroupement à l'est. A aucun moment, M. Paillasse. Quant à la dernière réunion du comité de pilotage, je ne sais pas si les parents d'élèves qui étaient présents penseront comme moi mais c'était un comité de lecture. C'était un comité de lecture qui nous présentait que ça allait être comme ça.

M. LE SCORNET : Je vous ai donné la parole mais vous ne l'avez pas prise.

M. MOTTAIS : A aucun moment. M. le Maire, soyons objectif, est-ce que ça a été soumis à long débat ? Non.

M. LE SCORNET : Je vous ai tendu la parole et vous ne l'avez pas prise.

Mme JONES : M. Paillasse, je voudrais revenir sur les éléments que nous avons eus, car effectivement nous en avons eu. Nous avons juste eu un + et un - sur un scénario. Donc, quand on parle d'informations complètes, je trouve que c'est un peu court. Quand à discuter du regroupement scolaire, sur la dernière réunion, nous y avons passé un quart d'heure à la va-vite et on a focalisé sur des sujets qui à mon avis étaient un peu moins importants, sans être non importants bien évidemment.

M. PAILLASSE : Vous parlez de quelle réunion ?

M. MOTTAIS : La dernière commission éducation.

Mme JONES : Ne croyez-vous pas qu'en tant que membre de la commission, il aurait été judicieux de donner l'ensemble de la documentation ? Pourquoi a-t-on une information tronquée en commission et une information détaillée en comité de pilotage ? Quel est le rôle de la commission dans ce cas M. Paillasse ?

M. LE SCORNET : On va se détendre, c'est un sujet important, évidemment. On a bien conscience que c'est un conseil municipal qui fera date. On mesure tous l'onde de choc et le symbole de nos décisions prises ce soir. Est-ce que nous pouvons encore attendre ? Procrastiner, et je suis d'accord avec vous M. Mottais, encore plus longtemps ? Faire la politique de l'autruche ou laisser la patate chaude aux équipes qui vont nous suivre ? Je ne le crois pas. Je crois, je souhaite et nous le souhaitons tous, être du côté de la responsabilité, regarder lucidement ce dossier et c'est aussi pour ça que nous avons été élus : pour trancher et décider. C'est aussi parce que nous avons le service public chevillé au corps, M. Mottais, qu'il faut prendre cette décision courageuse.

Au fond, ce projet, c'est réarmer le service public de l'éducation à Mayenne. Trois écoles maternelles à deux classes, est-ce que ça permet vraiment de développer de vrais projets pédagogiques et de vraies ambitions ? Est-ce qu'elles ont la masse critique suffisante pour porter des projets ambitieux de l'éducation ? Elles sont par ailleurs fragilisées par des bâtiments vieillissants et plus aux normes d'accessibilité. On a une responsabilité particulière de pouvoir accueillir dans nos écoles des personnes à mobilité réduite. Nos bâtiments sont des gouffres en terme de consommation énergétique. Désolé je n'ai pas le montant exact mais ça représente quand même des sommes importantes. On est tous d'accord qu'il faut revisiter la carte des établissements scolaires à Mayenne : c'est nécessaire et même vitale.

Le contexte démographique nous y invite avec moins 34 % d'effectifs en 20 ans. Je rappelle une chose car vous n'avez pas cette petite histoire, qu'il y a une vingtaine d'années, l'équipe municipale de l'époque a décidé de ne plus autoriser les enfants du public qui venaient de l'extérieur et d'appliquer, comme la loi l'oblige, un tarif. Ça a permis aux écoles publiques environnantes de Mayenne de grossir en effectif et je pense qu'il faut s'en réjouir quand on voit le rôle important que l'école joue dans l'animation des bourgs. Cette décision a aussi eu des conséquences. Effectivement on avait un effectif important il y a 20 ans mais qui était un peu superficiel car beaucoup venaient de l'extérieur. Ce n'est plus le cas aujourd'hui et je pense que c'est une bonne chose. Malheureusement, la démographie est ce qu'elle est et on n'a pas la recette magique, à moins que vous ayez un médicament pour avoir plus de Mayennais et d'enfants dans les délais contraints. C'est même un supplice chinois que d'être dans l'attente des décisions de l'inspection d'académie qui au fil des rentrées scolaires annonce des fermetures de classe avec une sorte d'impuissance ou de résignation. Ça ne peut plus durer. Il nous faut investir dans les écoles pour les moderniser, les rendre plus attractives et plus sobres d'un point de vue thermique. Les choix que nous faisons sont des choix d'investissement qui vont être fait pour les trente années qui viennent. Il ne faut pas qu'on se trompe, y compris sur les effectifs. Qui dit que demain, dans ce que vous proposez les uns et les autres, on aurait des écoles maternelles à une classe. Il faudrait investir des centaines de milliers d'euros pour des groupes scolaires qui n'auraient plus qu'une classe. Ce n'est pas possible. Notre point de vue ce sont des écoles moins nombreuses mais au top. C'est en tout cas le défi et le pari que nous faisons au travers des décisions proposées ce soir.

La préparation et la décision ont été minutieuses, contrairement à ce que vous dites. Elle a été transparente. Je remercie grandement les enseignants, les parents d'élèves, les élus et les techniciens qui se sont impliqués dans ce dispositif. Le choix du scénario est guidé avant tout par l'intérêt général. La somme des intérêts particuliers n'égale pas l'intérêt général. Deux écoles ont été retenues pour accueillir le transfert et deux écoles qui ont un potentiel en matière de développement futur. Pierre et Marie Curie est une école qui dispose d'un fort potentiel et d'une forte centralité. C'est l'école la plus proche de la place Clémenceau. Elle disposera d'une proximité avec les commerces. Elle a un espace vert extrêmement important. Le collège et le lycée sont à proximité.

Il y a aussi un ensemble d'habitat social extrêmement important sur lequel nous travaillons de manière très forte. Le quartier est en plein renouvellement urbain avec de nouveaux programmes qui démarrent. C'est la même chose sur l'Angellerie où des travaux vont bientôt commencer. Je rappelle que le logement social est pour beaucoup de familles la première étape du parcours résidentiel. Le logement social offre l'avantage de permettre une rotation des familles et donc de pouvoir alimenter régulièrement les écoles. C'est moins le cas des secteurs résidentiels où la rotation est beaucoup moins importante. Le centre-ville de Saint Martin dispose déjà d'une centralité importante (la petite enfance, Jules Ferry, les commerces). Evidemment, je souhaite le développement de Saint Martin mais pas au détriment des familles qui habiteraient la périphérie. Ce n'est pas ma conception de l'action publique.

C'est aussi un choix guidé par la raison budgétaire. La maîtrise de la dépense publique n'est pas un gros mot. Un euro dépensé doit être un euro utile. Je pense qu'on est tous d'accord. En commission finances, vous évoquez souvent le fait d'être extrêmement vigilants sur nos dépenses. C'est le cap qui est le nôtre. Il faut prévoir un investissement soutenable par rapport au budget qui est le nôtre. Je veux simplement rappeler que + 2 millions d'euros ou - 2 millions d'euros c'est l'équivalent de 28 points de fiscalité. Je pense que les contribuables vont très vite calculer la différence.

C'est un choix audacieux, certains diront risqué mais je crois qu'il est bien préparé et bien mûri. Il faut mettre tous les atouts de notre côté. La planification des travaux est un point important. C'est aussi pour pouvoir mieux soutenir les projets des écoles. On le fait déjà mais je pense qu'on peut aller encore plus loin. Il faut

l'accompagner d'une communication positive. Il faut aussi mettre à l'étude des solutions d'accompagnement pour les familles en terme de mobilité et de déplacement. Yves Paillasse, Caroline Desbois et Hubert Guerault sont déjà mobilisés sur ce sujet et sont à la disposition des parents d'élèves. Il faudra être créatif en la matière.

C'est pour ça que je pense qu'il ne serait pas raisonnable de reporter la décision qui est la nôtre. Je pense que le dossier a été bien préparé. Même repoussé, je pense qu'on n'aurait pas le consensus sur ce projet. Je veux seulement revenir sur un ou deux points techniques que vous avez présentés. Le premier concerne le site de la SEGPA, que vous annoncez comme ça. Est-ce que vous savez en quelle année le département a prévu le déménagement de la SEGPA ?

M. MOTTAIS : Je ne suis pas Maire, monsieur le Maire. Je suis d'accord avec vous, c'est dommage, mais je ne suis pas Maire. Il y a un moment où on aurait pu approfondir le sujet et on aurait eu la réponse.

M. LE SCORNET : Je viens d'avoir la réponse dans la journée et ce sera en 2029. Je tiens cette information du principal du collège Jules Ferry. Est-ce qu'il faut attendre 2029 ? Je ne le crois pas. Je pense qu'on a besoin d'agir vite pour réarmer nos écoles publiques. Il a aussi été évoqué l'idée d'une école sur la partie Roulois. On voit bien aussi que le foncier sera disponible au mieux en 2026-2027 et encore ce n'est pas garanti. Malheureusement, c'était une solution intéressante mais on n'a pas le foncier disponible pour le faire. Il faut donc trouver des solutions autres. L'école de l'Angellerie, vous ne la connaissez peut-être pas mais moi je la connais et c'est une belle école. Elle a les attributs d'une école moderne. Evidemment, il faut y faire des travaux et la soigner d'un point de vue thermique pour l'hiver et l'été. Franchement, le potentiel de l'école de l'Angellerie est intéressant.

Vous évoquez le fait d'être excentré mais par rapport à quoi ? Le centre-ville ? Est-ce que vous connaissez la distance en voiture entre la place du 9 juin et l'école de l'Angellerie ? 2 minutes en voiture pour 900 mètres. Si vous appelez ça excentré, je veux bien croire qu'on n'a pas les mêmes repères géographiques, ni de distance.

M. MOTTAIS : Il y a aussi les déplacements à pied et à vélo.

M. LE SCORNET : Justement c'est le chantier que je propose d'ouvrir avec les collègues mais si vous souhaitez l'intégrer, ce sera avec plaisir. C'est aussi pour resituer au-delà des effets de manche que vous avez pu avoir. C'est bien de jouer au jeu du chat et de la souris mais à un moment il faut être du côté de la responsabilité. En tant que Maire, c'est le pari qui est le mien et je dois décider.

Ce soir, je vous propose de retenir l'hypothèse telle que M. Paillasse l'a décrite. Logiquement, on ne parle pas après le Maire mais je te laisse la parole car c'est un sujet important et il faut que la discussion aille au fond.

M. CHOUZY : Je ne me suis jamais caché derrière mon petit doigt. Les propositions de l'opposition leur appartiennent. Moi sur Mayenne Est, je suis pantois. Je ne dis pas qu'il y a un travail à faire et j'ai toujours été dans cette dynamique mais il faut qu'elle soit co-construite. Dans la délibération, il est écrit « vu la mission du diagnostic réalisé en 2021 », « vu le diagnostic des bâtiments scolaires », « vu le diagnostic du radon », « vu la commission des affaires scolaires du 18 mai », « vu le COPIL schéma directeur » et « vu l'avis du groupe majoritaire en date du 13 juin dernier ». En tant qu'élue de la commission et du conseil municipal, je vous demande de me fournir les éléments M. le Maire, là, tout de suite, pour pouvoir voter. C'est ce qui est prévu à l'article 6 du règlement intérieur de notre collectivité et également au code général des collectivités territoriales, L 2121-13, et je vous demanderai de me fournir les éléments pour pouvoir voter de manière légale cette délibération.

M. LE SCORNET : Parce que vous pensez que la délibération est illégale ?

M. CHOUZY : En tout cas, je n'ai pas les éléments pour prendre une décision éclairée.

M. LE SCORNET : Vous avez regardé toutes les annexes ?

M. CHOUZY : Il n'y en avait pas, donc on n'est pas embêté. Je vous demande de me fournir ces éléments qui doivent être portés à ma connaissance. Je vous les demande et c'est un droit que j'ai donc je le fais

valoir. Alors oui c'est un tour de passe-passe. Effectivement, M. le Maire, je suis désolé d'en arriver là, je ne le voulais pas mais j'y arrive. Comme vous l'avez évoqué, c'est un sujet de telle importance et il y a une attente des Mayennais et des Mayennaises. On ne peut pas faire un 49.3 local.

M. LE SCORNET : Il y aura un vote, avec le 49.3 il n'y en a pas.

M. CHOUZY : C'est pour ça que j'ai dit local, M. le Maire. C'est un sujet hyper important. Si vous n'êtes pas en capacité de me fournir les éléments que je viens de vous citer...

M. LE SCORNET : De quels éléments vous parlez ?

M. CHOUZY : Ceux qui sont dans la délibération du conseil municipal. Si on a ces éléments et que je puisse les consulter, je voterai contre. Mais si je ne les ai pas, je vous demande d'annexer au procès-verbal que je n'ai pas les éléments. Après, ce sera le contrôle de légalité qui parlera. Je ne dis pas que c'est légal ou pas légal M. le Maire.

M. LE SCORNET : C'est un pari en fait ?

M. CHOUZY : C'est peut-être un pari mais je parie sur nos enfants.

M. LE SCORNET : Vous n'avez pas le monopole des enfants.

M. CHOUZY : Voilà ce que je vous demande M. le Maire.

M. LE SCORNET : Je vous demande de passer au vote.

M. CHOUZY : Vous n'êtes pas en capacité de me fournir les éléments ?

M. LE SCORNET : Les éléments vous les avez.

M. CHOUZY : Non.

M. LE SCORNET : Vous irez au contentieux.

M. PAILLASSE : Il me semble que vous faites parti de certaines commissions tout de même ?

M. CHOUZY : Oui.

M. PAILLASSE : Donc ces éléments ont été transmis durant les commissions. On a eu les documents sur le radon.

M. CHOUZY : Je vous demande de me fournir ce soir les documents que je suis en droit de consulter pendant le conseil municipal. Le radon je l'ai eu mais je vous certifie que je n'ai pas eu tous les documents. Je vous ai même envoyé, tout de suite, sur vos boîtes mails respectives, les chiffres que je vous ai évoqués tout à l'heure. Vous regarderez à tête reposée. Mais je vous certifie que je n'ai pas tous les éléments. C'est peut être un pari et c'est peut-être être embêtant. Désolé d'être embêtant.

M. LE SCORNET : L'opposition est un peu là pour ça.

M. CHOUZY : Elle n'est pas là que pour ça. Je sais et je ne vais pas parler pour les autres, j'essaie d'être consensuel et de travailler pour le bien de la collectivité.

M. LE SCORNET : Je mets au vote cette délibération. Il y aura un procès-verbal pour illustrer les propos que vous avez tenus. J'appelle maintenant le conseil municipal à voter.

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (MM. MOTTAIS, TRIDON, FAUCON, FRANCOU et CHOUZY et Mmes JONES, ANGOT et ROUYERE ayant voté contre) valide ce schéma directeur de regroupement des écoles.

M. PAILLASSE expose :

Vu la mission de diagnostic réalisé en 2021 par le cabinet AREP MENIGHETTI et les Scénarios de faisabilité concernant les équipements scolaires dans la version finale du 26 octobre 2021,
Vu le diagnostic énergétique des bâtiments scolaires et la nécessité de répondre aux normes environnementales et de performances énergétiques,
Vu le diagnostic Radon en date du 15 juin 2021 et le délai de mise aux normes au 15 juin 2024,
Vu l'avis de la commission municipale affaires scolaires et restauration en date 18 mai 2022,
Vu l'avis du COPIL schéma directeur des écoles en date du 24 mai 2022,
Vu l'avis de la municipalité en date du 13 juin 2022,
Vu l'avis de la CAO : Commission d'attribution des offres de la Ville de Mayenne en date du 17 mai 2022 autorisant le lancement de la consultation afin de recruter une MOE Maitrise d'œuvre pour engager la rénovation du groupe scolaire P et M Curie.
Il vous est proposé de lancer une première opération pour le secteur scolaire Mayenne Ouest.
Cette opération concerne la rénovation des 2 entités scolaires qui forment le groupe scolaire P et M CURIE : la maternelle et le primaire. Elle sera phasée sur 46 mois. Les travaux devraient se dérouler de l'été 2023 à l'été 2026.

Programme : les éléments communs aux 2 écoles, maternelle et élémentaire :

- Rénovation énergétique des bâtiments existants, il conviendra de rendre les bâtiments performants et vertueux en matière d'impact environnemental : cible énergétique, confort d'été et confort d'hiver, qualité de l'air, éclairage, acoustique, matériaux biosourcés, durabilité et entretien
- Un rafraîchissement des sols (sol souple d'entretien aisé et économique en matériau naturel de type caoutchouc ou linoléum) et des peintures (sans COV ou avec peu d'émanation) devra être réalisé sur l'ensemble du bâtiment
- L'éclairage des salles de classes, repos et ateliers devra pouvoir être modulé.
- L'accessibilité et l'accueil seront facilités pour les personnes en situation de handicap.

Il sera proposé plusieurs scénarios chiffrés en matière de performance énergétique des bâtiments sur la partie isolation des plafonds et cloisons, l'acoustique, avec au moins une hypothèse en BBC rénovation et au moins deux autres hypothèses performantes.

Travaux spécifiques au site maternel Pierre et Marie Curie :

Le site accueille actuellement deux classes et devra être rénové et faire l'objet de travaux d'extension afin de pouvoir d'y accueillir cinq classes.

- Rénovation permettant de traiter le radon (absence de vide sanitaire). Pour ce faire une ventilation double flux devra être mise en place sur l'ensemble des salles de classes actuelles en prévoyant l'installation d'un local technique.

Une aile du bâtiment qui sert actuellement de bureaux pour la médecine scolaire et le CIO d'une surface de 120 m² devra être rénovée et transformée en salle de classe (60m²) et local de repos (30m²) comportant également des sanitaires et une salle atsem (20m²).

Le lien entre cette aile et le reste du bâtiment est à reprendre (dent creuse à combler, circulation à créer).

Une construction/extension devra être réalisée comportant :

- Une salle de restauration d'une surface de 180 m². Cet espace devra comporter un espace vaisselle/cuisine et un espace restauration incluant un espace sanitaire (adultes et enfants) de 25 m² environ
- Une salle de BCD/accueil périscolaire de 60m²

La surface bâtie chauffée à rénover est d'environ 915 m² (école actuelle 720 m², Bâtiment médecine scolaire 112 m², logement 83 m²). La surface bâtie à construire est d'environ 250 m²

Les travaux de rénovation/extension de l'école maternelle Pierre et Marie Curie pourront se faire en site inoccupé de juillet 2023 à août 2025 (déménagement des classes sur un autre site sur ce délai).

➤ **Tranche optionnelle :**

Le logement situé à l'étage de l'école maternelle pourrait être réhabilité pour reloger le service de médecine scolaire ainsi que le CIO. Prévoir la mise en place d'un ascenseur et d'un système de visiophone au portail de l'école avec ouverture à distance (gâche électrique)

Travaux spécifique au Site élémentaire Pierre et Marie Curie :

Le site accueille actuellement cinq classes (4 classes et un dispositif ULIS) et devra être rénové et faire l'objet de travaux d'extension afin d'y accueillir sept classes.

- Une isolation par l'extérieur des murs devra être réalisée (prévoir une variante avec isolation par laine de bois)
- Les combles perdus devront être isolés
- Une isolation des planchers devra être réalisée
- La salle de motricité sera également à inclure dans ce programme de rénovation énergétique

Une salle de classe existante sera à cloisonner afin de la transformer en salle des maîtres reprographie d'une part (45 m²) et espace stockage matériel d'entretien d'autre part (8 m²).

Une construction d'un espace périscolaire sera à effectuer sous le préau pour une surface totale de 150 m² et devra comporter 2 salles d'activités, un espace rangement/régie, un espace animateur.

La surface chauffée bâtie à rénover est d'environ 1330 m² sur 2 niveaux, avec un préau situé sous tout le bâtiment.

La surface à construire est d'environ 150 m² (sachant que le plafond, la dalle, les fondations et deux cloisons sont déjà existantes).

Les travaux de rénovation/extension de l'école élémentaire Pierre et Marie Curie devront se faire en site occupé de juillet 2025 à juin 2026 aile par aile et en privilégiant les périodes de vacances scolaires. Une attention particulière sera à porter sur la sécurité et les différentes nuisances (sonores, poussières) du fait de l'occupation des locaux pendant les travaux.

Extérieurs

Prévoir le chiffrage d'une étude paysagiste afin de repenser les cheminements et places de parkings enseignants sur l'entrée des sites (végétalisation, carrés de jardins participatifs, verger). Un emplacement pour une place de parking taxi/ambulances est à prévoir. L'accès en marche en avant pour les livraisons sur les deux sites (repas, matériel) est à prévoir.

La mission complémentaire d'aménagement des extérieurs (environ 14 100 m²) fera l'objet d'une étude préalable et les travaux réalisés dans un second temps (hors marché). La végétalisation des cours d'écoles devra être étudiée.

La création d'un espace couvert d'accueil entre les deux sites pour les familles est à prévoir (panneaux d'affichage, assises).

Les budgets nécessaires à l'opération « Rénovation du groupe scolaire P et M CURIE » :

Le budget nécessaire au marché de MOE : Maitrise d'œuvre est inscrit au budget de la Ville de Mayenne pour l'année 2022.

Les crédits nécessaires aux marchés de travaux sont inscrits au PPI : Projet Pluriannuel d'investissement de la collectivité sur les 4 prochains exercices et feront l'objet, lors de la délibération à la phase APD du projet, de la mise en place d'un APCP : Autorisation de programme et Crédits de Paiement, déterminant par délibération les crédits alloués au programme sur 4 ans.

L'enveloppe prévisionnelle travaux estimée pour l'opération est de 2 956 000,00€ HT et de 150 000 € ht pour la tranche optionnelle, soit un total de 3 106 000 HT et 3 727 200 € TTC. Les montants de cette enveloppe de marchés de travaux sont entendus hors maîtrise d'œuvre et hors mission d'aménagement extérieur/paysage.

Il est prévu d'attribuer le 6 septembre 2022 le marché de Maitrise d'œuvre, le planning proposé prévoit que l'avant-projet définitif (APD) soit livré début décembre 2022.

Mise en perspectives :

Une réflexion sera à mener pour envisager une ouverture éventuelle du groupe scolaire vers le centre-ville et un accès de l'école par le bas en y intégrant également le projet de rénovation du Foyer Résidence de Personnes Agées et la création d'un square.

A titre indicatif, le raccordement du site à un réseau de chaleur à moyen terme est envisagé (Hors marché).

M. CHOUZY : Je suis désolé, je vais faire le même exercice sur ce sujet car pour moi, ils sont connexes. Je vous refais la lecture ou ça va aller sur les pièces demandées ? Etes-vous en mesure de me les fournir ou pas ?

M. LE SCORNET : De quelles pièces parlez-vous ?

M. CHOUZY : Par exemple, le diagnostic pour répondre aux normes environnementales, le diagnostic du radon du 15 juin, l'avis du copil du schéma directeur, l'avis de la municipalité...

M. LE SCORNET : D'accord, vous êtes toujours dessus.

M. CHOUZY : Je fais de la redondance cyclique mais il faut être cohérent jusqu'au bout et j'essaie de l'être.

M. LE SCORNET : C'est le début de la réussite alors.

M. CHOUZY : Je ne sais pas mais je suis constant.

M. LE SCORNET : Je pense que vous avez eu ces pièces en votre possession mais vos propos figureront au compte-rendu. C'est ce que vous vouliez entendre donc il n'y a pas de problème.

Après délibération, le Conseil Municipal, à la majorité (M. CHOUZY ayant voté contre) valide le lancement du programme de rénovation du groupe scolaire Pierre et Marie Curie.

24 - Finances – Redevance d'occupation du domaine public gaz 2022

Mme FOURNIER expose :

Conformément aux articles L.2333-84 et L. 2333-86 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au décret n°2007-606 du 25 avril 2007, GRDF comme tout concessionnaire est tenu de s'acquitter auprès de la commune de la redevance due au titre de l'occupation du domaine public par ses ouvrages de distribution de gaz naturel.

Le décret n°2007-606 du 25 avril 2007 a revalorisé le calcul de cette redevance basé sur la longueur de canalisations de gaz naturel situées sous le domaine public communal.

En outre l'occupation provisoire du domaine public par les chantiers de distribution de gaz naturel sur Mayenne donne lieu au paiement d'une redevance conformément au décret n°2015-334 du 25 mars 2015. Ces montants dus à la collectivité, doivent être fixés par délibération du Conseil Municipal.

Aussi, il vous est demandé de délibérer pour l'année 2022 sur ces deux redevances dues par GRDF :

Redevance d'Occupation du Domaine Public Gaz (RODP) :

Formule de calcul : $(0,035 \times L + 100) \times CR$

L : longueur en mètre des canalisations de distribution de gaz naturel sous domaine public communal au 31 décembre de l'année précédente

CR : Coefficient de revalorisation de la ROPD= 1,31

Soit pour MAYENNE, une ROPD 2021 = $(0,035 \times 87\,708 \text{ m} + 100) \times 1,31 = 4\,152 \text{ €}$

Redevance d'Occupation provisoire du domaine public pour les chantiers de distribution de gaz naturel (ROPDP):

Formule de calcul : $0,35 \times L \times CR$

L : longueur de canalisation (m)

CR : Coefficient de revalorisation = 1,12

Soit pour MAYENNE, une ROPD provisoire de $= (0,35 \times 915 \text{ m} \times 1,12) = 359 \text{ €}$

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, fixe le montant global de la redevance à percevoir de la part de GRDF au titre de la redevance d'occupation du domaine public 2022 à 4 511 €.

25 - Tarification 2022 des terrasses estivales accordées - Occupation des trottoirs, de la voie publique

Mme FOURNIER expose :

Par délibération, en date du 9 décembre 2021, le Conseil Municipal a défini la tarification de l'occupation des trottoirs, de la voie publique pour 2022.

Cependant, depuis la période COVID, la municipalité a autorisé des extensions de terrasses estivales notamment pour les débits de boisson, restaurants et autres établissements à vocation commerciale...

Si jusque-là, ces extensions étaient accordées à titre gratuit vu le contexte évoqué ci-dessus, elles seront soumises cette année à une tarification.

Il est proposé que cette tarification particulière des terrasses estivales se fasse au prorata temporis compte tenu qu'elle ne couvre que sur la période estivale.

La délibération initiale du 9 décembre 2021 ne prévoyait pas le mode de calcul. Il est donc proposé de la compléter comme suit :

<u>Terrasse ordinaire découverte et non fermée :</u> - surface découverte et non fermée occupée par des tables mobiles pour terrasses de café, restaurants, débits de boissons, y compris chaises et bacs à fleurs ou arbustes devant accompagner les tables de café, de restaurants, débits de boissons, sur le domaine public, . le mètre carré par an	14,00 €
<u>Terrasse couverte :</u> - surface pour établissements identiques, et autres commerces mais couverte et fermée . le mètre carré par an	35,00 €
<u>Terrasse estivale :</u> - surface découverte et non fermée occupée par des tables mobiles pour terrasses de café, restaurants, débits de boissons, y compris chaises et bacs à fleurs ou arbustes devant accompagner les tables de café, de restaurants, débits de boissons, sur le domaine public, . le mètre carré par an, proratisé sur la période du 1 ^{er} juillet 2022 au 31 octobre 2022 (soit 4/12 du tarif annuel au m ² : $14,00 \times 4/12 = 4,66 \text{ €}$)	4,66 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, valide le principe de la tarification annuelle des terrasses estivales.

26 - Mayenne Communauté - Pacte financier, fiscal et solidaire (2021-2026) entre Mayenne Communauté et ses Communes membres : une nouvelle solidarité amplifiée, durable et lisible

Mme FOURNIER expose :

Ce nouveau pacte s'inscrit dans la continuité du précédent tout en réaffirmant des principes déjà établis avec une mise en application de ce pacte compréhensible au plus grand nombre, tant pour les élus communautaires que pour les élus communaux moins en prise directe avec le vécu et les prises de décisions au niveau intercommunal.

Il a été construit après de nombreux débats et échanges en commission et constitue un véritable renforcement de la solidarité déjà très présente à Mayenne Communauté.

Il est conforme aux engagements pris en début de mandat de renforcer et de pérenniser le soutien apporté aux communes en matière de Dotation de Solidarité Communautaire (DSC).

Tous les outils et les moyens utilisables en matière de solidarité sont quasiment mis en œuvre à des niveaux élevés. Il s'agit principalement, aux côtés de la DSC de l'attribution de Fonds de concours de deux typologies différentes, du niveau des partages de fiscalité applicables et de la répartition retenue pour le FPIC.

Ce pacte financier, fiscal et solidaire s'articule autour de 4 leviers :

- ✓ **Levier organisationnel** : Mutualisation / MC: actrice pour de nouveaux soutiens financiers aux Communes
- ✓ **Levier transfert de charges** : Evaluation des transferts de charges et fixation des attributions de compensation
- ✓ **Levier fiscal** : reversement de fiscalité
- ✓ **Levier péréquation et solidarité** : Dotation de Solidarité Communautaire / Fonds de concours communautaires / Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal

Cet outil de gouvernance pour le territoire comporte plusieurs volets visant à définir les relations entre Mayenne Communauté et ses Communes membres.

Ce pacte repose notamment sur un principe de péréquation horizontale entre les Communes afin d'élargir la solidarité en créant une enveloppe destinée aux Communes sous forme de fonds de concours « thématiques ».

➤ Abondement de ce fonds par 3 sources de financement :

- 1) Reversement d'une partie de la taxe aménagement par certaines Communes à Mayenne Communauté

Afin de réduire les inégalités de ressources entre les Communes disposant ou pas d'une zone d'activités intercommunale, le principe de reversement par les Communes de 75% de la taxe aménagement prévu dans le premier pacte est reconduit. La loi de finances 2022 rend désormais ce dispositif obligatoire.

En outre, cette obligation de reversement de taxe aménagement ne se limite plus aux secteurs des ZA de Mayenne Communauté, elle est étendue également aux investissements de Mayenne Communauté liés à des équipements publics.

Sauf délibération contraire au cas par cas, le principe de reversement de 75% de taxe aménagement retenu au titre des zones d'activité sera élargi aux équipements publics réalisés par Mayenne Communauté.

Ainsi, cette richesse fiscale issue des zones de Mayenne Communauté ou des équipements publics bénéficie aussi aux Communes n'ayant pas de zones ou d'implantations d'équipements publics sur leur territoire.

Pour information, l'évaluation des taxes aménagement à récupérer par Mayenne Communauté au titre des permis de construire dont la déclaration d'ouverture de chantier est postérieure au 1/1/2017, s'élève à **142 489 €** pour les années 2018 à 2021.

2) Reversement d'une partie de la taxe foncière sur le bâti par certaines Communes à Mayenne Communauté

Afin de réduire les inégalités de ressources entre les Communes disposant ou pas d'une zone d'activités intercommunale, le principe de reversement par les Communes d'une partie de la taxe foncière sur le bâti prévu dans le premier pacte est reconduit.

Le pourcentage de reversement est variable selon les caractéristiques de la zone :

- Pour toutes les ZA créées par MC (anciennes et nouvelles) et avant rétrocession de la voirie à la Commune :

Reversement par la Commune de **80%** de la Taxe Foncière Bâti à Mayenne Communauté

- Pour toutes les ZA créées par MC (anciennes et nouvelles) et après rétrocession de la voirie à la Commune :

Reversement par la Commune de **30%** de la Taxe Foncière Bâti à Mayenne Communauté

- Pour les anciennes zones communales transférées à CCPM ou MC :

Reversement par la Commune de **20%** de la Taxe Foncière Bâti à Mayenne Communauté

Ainsi, cette richesse fiscale issue des zones de Mayenne Communauté bénéficie aussi aux Communes n'ayant pas de zones sur leur territoire.

Pour information, l'évaluation des taxes foncières sur le bâti à récupérer par Mayenne Communauté au titre des permis de construire dont la déclaration d'ouverture de chantier est postérieure au 1/1/2017, s'élève à **56 567 €** pour les années 2019 à 2021.

3) Reversement d'IFER d'éoliennes par Mayenne Communauté

Dans l'objectif également de réduire les inégalités de ressources entre les Communes, dans la continuité du 1^{er} pacte, Mayenne Communauté affecte chaque année 10% du produit de l'IFER sur les éoliennes implantées depuis le 1/1/2017.

Ainsi, une partie de la richesse fiscale issue de ces éoliennes bénéficie aussi aux Communes n'ayant pas d'éoliennes implantées sur leur territoire depuis le 1/1/2017.

Pour information, l'évaluation de l'affectation de 10% d'IFER des éoliennes implantées depuis le 1/1/2017 s'élève à **53 247 €** au titre des années 2018 à 2021 (8 éoliennes à Hardanges et 5 éoliennes à Saint Julien du Terroux).

Par conséquent, l'enveloppe de fonds de concours « thématiques » arrêtée au 31 décembre 2021 s'élève à **252 302 €**.

➤ **Opérations d'investissement éligibles aux fonds de concours thématiques :**

- Critère déterminant lié à la nature du projet qui doit être structurant ou innovant et qui doit avoir un rayonnement plus large que le territoire communal
- Objectif pour Mayenne Communauté : soutenir des projets qui participent au développement et à l'attractivité du territoire de Mayenne Communauté et qui ne relèvent pas d'investissements dits « ordinaires et courants » d'une Commune (par exemple : maison de santé, tiers-lieu ...)

➤ **Modalités d'attribution du fonds de concours « thématiques »**

Dans la limite du montant de l'enveloppe de fonds de concours « thématiques » et du respect des règles juridiques :

- Une Commune ne pourrait déposer qu'un seul dossier sur le mandat
- Un plafond de fonds de concours individuel serait fixé à 50 000 €
- Obligation d'un cofinancement (Etat, Région, Département ...) sollicité pour le projet

o Un groupe solidarité restreint instruit les demandes de fonds de concours et émet un avis pour suite à donner en Bureau et par le Conseil communautaire
(composition : Jean-Paul Coisnon, Mickael Delahaye, Daniel Doyen, Dominique Fournier, Valérie Jones, Benoît Landais, Patrick Soutif)

Ce pacte prévoit aussi d'accompagner financièrement toutes les Communes dans leur projet d'investissement du mandat par l'attribution de fonds de concours « classiques ».

➤ **Montant de l'enveloppe et ses modalités de répartition entre les Communes :**

- Enveloppe globale de fonds de concours « classiques » de **3 millions pour la durée du mandat**
- Répartition entre les 33 communes selon la population INSEE (données fiches DGF 2020)
- Ce droit à tirage est unique pour chacune des Communes pendant le mandat.

➤ **Opérations d'investissement éligibles aux fonds de concours « classiques » :**

- Tout type d'investissement sera éligible sous réserve du respect des règles juridiques (la Commune doit supporter au moins 50% du coût du projet après déduction des subventions obtenues).
- Chaque Commune devra privilégier un seul investissement pour utiliser son « droit de tirage » pendant le mandat.

Ce pacte affiche, en outre, une volonté politique de mettre en œuvre une solidarité affirmée pour ce nouveau mandat en instaurant une Dotation de Solidarité Communautaire annuelle (DSC).

Cet objectif pérennise les dispositions de la délibération du conseil communautaire du 25/11/2021 résumées ainsi :

➤ **Principes relatifs à l'enveloppe de DSC :**

- enveloppe annuelle d'un montant plancher de 300 000 €
- enveloppe indexée sur le taux d'épargne brute constaté l'année N-1 de Mayenne Communauté
- seuil du taux d'épargne brute fixé à 10% pour déclencher une indexation
- enveloppe définitive de DSC : addition du montant plancher de 300 000 € et de la majoration si les conditions sont remplies

Pour DSC 2021 : Taux épargne brute de 2020 : 12.51% soit DSC totale de 589 800 €

Pour DSC 2022 : taux épargne brute de 2021 : 12.82% soit DSC totale de 641 783 €

➤ **Critères de répartition de l'enveloppe de DSC :**

- répartition de l'enveloppe annuelle de DSC selon **5 critères** en leur accordant une pondération identique à savoir 20%.

Ce pacte confirme aussi l'utilisation du levier supplémentaire que constitue le Fonds de Péréquation Intercommunal et Communal (FPIC) pour allouer, en fonctionnement, un autre soutien financier aux Communes en dehors de la Dotation de Solidarité Communautaire (DSC).

Dans la continuité du 1^{er} pacte, la répartition de droit commun qui s'applique de plein droit se poursuit.

Le droit commun prévoit un premier niveau de répartition entre l'EPCI et l'ensemble des Communes membres au prorata de son coefficient d'intégration fiscale (CIF).

Le second niveau de répartition entre les Communes se fait en fonction de l'insuffisance du potentiel financier par habitant des Communes.

Enfin, ce pacte poursuit la volonté de garantir des retours financiers aux Communes qui s'investissent dans les implantations d'éoliennes depuis le 1/1/2017 : Reversement de 30% de l'IFER aux Communes d'implantation

Ce reversement, aux Communes d'implantation, de 30% des 70% (soit 21% du total d'IFER) perçue par Mayenne Communauté concerne les Communes de Hardanges et Saint Julien du Terroux.

Au vu de la loi de finances pour 2019 qui modifie la répartition du produit de l'IFER au niveau du bloc local comme suit, il est nécessaire d'apporter un aménagement au principe afin d'assurer une équité entre les Communes pour les implantations des éoliennes depuis le 1/1/2017.

➤ **Pour les éoliennes implantées entre le 1/1/2017 et le 31/12/2018 : Poursuite des dispositions du 1^{er} pacte**

Mayenne Communauté continue à reverser aux Communes d'implantation 30% de l'IFER perçue soit 21% de l'IFER totale (Hardanges et Saint Julien du Terroux).

➤ **Pour les éoliennes implantées depuis le 1/1/2019 : la nouvelle loi s'appliquera en allouant de droit 20% de l'IFER totale aux Communes d'implantation** (A ce jour, pas encore de Communes concernées)

➤ **Synthèse sur le reversement par Mayenne Communauté d'une partie de l'IFER sur les éoliennes aux Communes d'implantation :**

REPARTITION DU PRODUIT IFER DES EOLIENNES					
Selon la loi et le pacte (2021 - 2026)					
Eoliennes installées entre le 1/1/2017 et AVANT le 1/1/2019			Eoliennes installées APRES le 1/1/2019		
Commune	EPCI	Département	Commune	EPCI	Département
21%	49%	30%	20% de droit	50%	30%

Ce pacte financier, fiscal et solidaire forme un tout et son application ne peut être partielle tant sur les différentes dispositions applicables que pour sa mise en œuvre sur l'ensemble du territoire de Mayenne Communauté.

Ce pacte a été adopté à l'unanimité par le conseil communautaire du 2 juin.

Désormais, celui-ci est soumis à tous les conseils municipaux des Communes membres de Mayenne Communauté.

A l'issue de cette procédure, le pacte sera signé par le Président et les 33 Maires permettant une mise en application des différentes dispositions.

M. LE SCORNET : C'est un peu technique mais ce qu'il faut retenir c'est le sens du pacte lui-même. Il vise à apporter une réponse amplifiée aux enjeux de déséquilibre territorial. C'est à destination des communes pour soutenir financièrement leurs projets.

Mme FOURNIER : C'est à la fois en fonctionnement et en investissement.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **adopte le pacte financier, fiscal et solidaire joint en annexe**
- **autorise Madame Dominique Fournier, 1^{ère} adjointe au Maire à le signer.**

27 - Marchés publics – Travaux de rénovation de la salle municipale Robert Buron de la Ville de Mayenne – Lot 11 : Désamiantage (21TRA23-11) - Avenant – Autorisation de signature

Mme FOURNIER expose :

Par marché notifié le 08/12/2021, la Ville de Mayenne a confié à la SARL ARALIA le marché de « Travaux de rénovation de la salle municipale Robert Buron – Lot n°11 Désamiantage » pour un montant global forfaitaire de 17 500.00 € HT.

La DPGF (Décomposition du Prix Global Forfaitaire) prévoyait une prestation supplémentaire éventuelle numérotée 11.3.1 « Dépose canalisation existante ».

Il est finalement demandé à la société de ne pas exécuter cette prestation, permettant ainsi de générer une moins-value de 2 500.00 € HT.

Les modifications présentées ci-avant impliquent une moins-value totale de 2 500.00€ HT, soit une variation de - 14.29 % du montant du marché qui passe ainsi de 17 500.00 € HT à 15 000.00 € HT.

La Commission MAPA de la Ville de Mayenne en date du 14 juin 2022 a donné un avis favorable à la signature de cet avenant.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer l'avenant ci-dessus présenté.

28 - Marchés publics – Vente aux enchères de biens – Autorisation de signature

Mme FOURNIER expose :

Il a été décidé de mettre en vente aux enchères un certain nombre de biens appartenant à la Ville de Mayenne, et notamment :

- Renault Express 6803 RJ 53
- Renault Clio 9624 SR 53
- Renault Super Five 4237 RG 53
- Remorque LERAY 8084 QY 53
- Remorque ECIM 1457 TD 53
- Fiat DOBLO CARGO 3748 SQ 53
- Dacia Logan CG 245 AJ
- Balayeuse AEBI MFH 5000
- Tondeuse HUSQVARNA PT 26D
- DAF 250CF 19 Tonnes

Vu la délibération en date du 15 octobre 2020 donnant délégation au maire pour l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600.00 €,

Vu le contrat passé avec la société AGORASTORE, signé le 2 juin 2020 et notifié le 4 juin 2020,

Considérant qu'il a été décidé de mettre en vente sur ce site un certain nombre de biens y compris ceux listés ci-dessus,

Considérant que les ventes seront adjudgées aux prix proposés par les enchérisseurs désignés par le site AGORASTORE, à la fin des enchères, soit le 24 juin 2022,

Dans le cas où un bien précité trouverait acquéreur pour plus de 4 600.00 € et après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise Monsieur le Maire à signer sa vente avec le meilleur enchérisseur.

29 - Marchés publics – Commission Consultative des Services Publics Locaux

Mme FOURNIER expose :

En vertu de l'article L.1413.1 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Maire doit effectuer la communication du compte-rendu de la Commission consultative des services publics locaux (CCSPL).

Celle-ci s'est réunie lundi 13 juin à 18h30 en mairie pour examiner les points suivants :

- Présentation du rapport annuel 2021 du service des Pompes funèbres
- Présentation du rapport annuel 2021 de la DSP de fourrière automobile

- Présentation du rapport annuel 2021 de la DSP de distribution d'eau potable
- Présentation du rapport annuel 2021 de la DSP de collecte et de traitement des eaux usées

L'avis de la commission est favorable sur chaque rapport et aucune réclamation n'a été portée à ce jour.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, prend acte du compte-rendu de la Commission Consultative des Services Publics Locaux ainsi que des rapports annexés à la présente.

30 - Subvention aux associations sportives des établissements scolaires (UNSS et UGSEL)

M. REBOURS expose :

La Ville de Mayenne soutient le sport scolaire en attribuant une subvention aux Associations Sportives des Collèges et des lycées Mayennais.

L'enveloppe des subventions scolaires sur le budget 2022 est répartie entre les associations sportives scolaires des établissements du secondaire de la ville qui ont fourni la liste de leurs élèves résidant à Mayenne, ce qui représente 902 élèves mayennais inscrits dans les établissements de la ville, il est proposé de procéder au versement des subventions suivantes :

Etablissement	Nb d'élèves mayennais	Subvention
Lycée Lavoisier	159	881,37 €
Collège Jules Ferry	183	1 014,41 €
Collège Sévigné	203	1 125,28 €
Collège Don Bosco	168	931,26 €
LP Don Bosco	32	177,38 €
LG Don Bosco	78	432,37 €
LP Vinci	79	437,92 €
TOTAL	902	5 000,00 €

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, attribue ces subventions.

31 – Mise à disposition des équipements sportifs pour les collèges – Modification des tarifs – Signature des conventions

M. REBOURS expose :

Par délibération en date du 27 février 2014, le Conseil Municipal avait autorisé la signature de conventions avec les collèges et les lycées pour la mise à disposition d'installations sportives et avait entériné les participations établies par ces deux collectivités.

Le Conseil Départemental vient de nous informer du montant des dotations applicables pour l'année 2021/2022 et de la nécessité de signer avec les collèges les conventions d'utilisation des équipements sportifs pour l'année 2021/2022.

Les nouveaux tarifs horaires applicables à compter du 1^{er} juillet 2022 seront les suivants :

- 1) Equipements de plein air
 - Stade simple ou plateau d'évolution extérieur.....4,70 €/heure
 - Stade pluridisciplinaire (comprenant un terrain engazonné, une piste d'athlétisme et des aires spécialisées).....9,45 €/heure

- 2) Gymnases et salles couvertes
- Petite salle sans chauffage.....4,90 €/heure
 - Petite salle avec chauffage.....7,23 €/heure
 - Grande salle sans chauffage.....8,06 €/heure
 - Grande salle avec chauffage.....10,43 €/heure

NB : Est considérée comme une grande salle, une installation sportive dont le plateau d'évolution est de dimensions supérieures ou égales à 40mx20m. Est considérée comme chauffée une salle dotée d'une installation de chauffage quelle que soit la période de l'année.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **entérine ces nouveaux tarifs,**
- **autorise Monsieur le Maire à signer les conventions correspondantes.**

32 - Convention d'objectifs et de moyens entre la Ville, Mayenne Communauté et l'association « Les Possibles » : Personnels mis à disposition de l'association, transformation de l'aide sous forme de subvention et disponibilité de l'agent comptable

Mme FOURNIER expose :

L'association « les possibles » a signé une convention d'objectifs et de moyens 2019-2022 tripartite avec la Ville de Mayenne et Mayenne Communauté.

Dans le cadre de cette convention et par renouvellement depuis plusieurs dizaines d'années des personnels sont mis à disposition de l'association.

En effet actuellement 2 agents sont mis à disposition de l'association dans le cadre de la convention et la collectivité assure la prise en charge, le suivi et la carrière de ces agents. Le directeur du centre social gère de son côté le management au quotidien de ces agents, avec l'association détermine leurs missions et la nature de leurs tâches ;

- Un poste d'adjoint d'animation à temps complet en charge d'animations auprès des habitants et affectée à la Maison des familles de Brossolette (vacant depuis le 17 janvier 2022 l'agent ayant sollicité une disponibilité)
- Un poste d'adjoint administratif en charge de la gestion et comptabilité de l'association.

Pour l'association, la disparité de statut et de grille de rémunération entre les personnels n'est pas souhaitable, puisque l'ensemble des animateurs et des administratifs de la structure effectuent les mêmes activités, ont des contraintes identiques avec des cadres d'emploi différents.

L'association propose donc suite au départ de l'adjoint d'animation en disponibilité au 17 janvier 2022 de recruter, ce à compter de septembre 2022, son (sa) remplaçant(e) sur la convention collective des centres sociaux, et de reprendre, à sa demande, l'adjoint administratif au sein de ses effectifs associatifs. La date de septembre pour mettre en place ce nouveau fonctionnement est liée à la nécessité d'éviter de pénaliser l'agent actuellement mis à disposition en matière de congés, l'association ayant un calendrier de référence des congés de mai à mai et non en année civile comme les collectivités.

L'association sollicite que par voie d'avenant, la somme équivalente à cette mise à disposition de 2 ETP soit transformée en subvention à compter de septembre 2022. (Délibération de CA du 19 01 2022)

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- **donne un avis favorable à cette demande**
- **autorise M. le Maire à signer cet avenant n° 1 à la convention d'objectifs et de moyens 2019-2022**
- **convient de verser la somme correspondant aux charges salariales 2021 des deux postes ultérieurement mis à disposition et ce pour 4 mois en 2022 et annuellement par la suite.**

M. MARIOTON expose :

Les Consorts Robinet ont acheté récemment la maison située au 2, Rue Duguesclin à Mayenne aux abords immédiats du giratoire du Monuments aux Morts.

Ils ont le souhait d'installer un carport au fond de la parcelle qui borde leur propriété qui constitue cependant une portion de voirie du domaine public qui dessert notamment un transformateur. Leurs prédécesseurs avaient déjà sollicité la Ville pour une acquisition.



Leur projet, puisqu'il se situe à l'extrémité, est compatible avec les exigences de servitudes d'accès de cette installation électrique et n'obère en rien la desserte des bureaux d'un constructeur des maisons installé à côté.

Dans le cas présent et malgré qu'il s'agisse d'une parcelle du domaine public, nous échappons à la nécessité de recourir à une enquête publique qui repose sur deux critères d'appréciation :

- si les classements, mais surtout les déclassements, ont pour conséquence la non affectation, partielle ou totale, de la voie à la circulation générale ;
- lorsque les droits d'accès des riverains sont mis en cause (suppression, restriction d'accès par exemple).

En l'espèce, et au vu de ce qui est précisé ci-dessus, aucune circulation n'est modifiée sur cet espace et les riverains ne sont pas lésés. Il conviendra cependant que le conseil municipal statue sur l'opportunité de la démarche de déclassement.

Nous avons sollicité l'estimation domaniale qui a été délivrée le 21 février 2022 et qui définit un prix de cession à 64 €

Si dans un 1^{er} temps, les consorts Robinet avaient accepté ce prix, ils ont sollicité ensuite un rabais au vu de la nature du terrain et de la proximité du transformateur qui rend l'accès complexe. Après échange avec les élus concernés, ils ont accepté le prix de 34 € qui leur a été proposé par référence à une vente comparable.

Le bornage a été fait le 19 avril 2022 et une surface de 52 m² a été conjointement déterminée. L'acte sera rédigé par Me Pilleux.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée :

- valide le principe de la cession de ces 52 m²,
- propose le déclassement du domaine public de cet espace qui n'a d'utilité ni pour la circulation si pour les accès voisins,
- définit le prix de vente à 34 € le m² qui s'appliquera à la surface définie par le Cabinet Zuber-Maillard soit un prix de vente de 1 768 €,
- met à la charge des Consorts Robinet les frais de notaire et de géomètre,
- autorise M le Maire à signer l'acte et à procéder aux démarches nécessaires à la gestion de ce dossier.

34 - Assainissement collectif – Remboursement de Mme Thérèse Trillon

M. GUERALT expose :

Dans le cadre des travaux d'extension du réseau d'assainissement collectif dans le secteur du hameau des Chevalleries réalisés par la Ville de Mayenne, le portail de Mme TRILLON situé à l'entrée de sa propriété a été endommagé. Mme TRILLON a fait déposer et modifier son portail pour qu'il puisse fermer. D'après la facture acquittée transmise par Mme TRILLON le montant de ces travaux s'élève à 2 094,18 € TTC. A la demande de Mme TRILLON la Collectivité accepte de la rembourser sur la base de cette facture acquittée.

M. LE SCORNET : C'est l'entreprise qu'on a mandaté qui a abîmé le portail et il nous faut réparer le préjudice ça paraît assez logique.

Après délibération, le Conseil Municipal, à l'unanimité et à main levée, autorise le remboursement de Mme TRILLON Thérèse à hauteur du montant de la facture acquittée, soit 2 094,18 €.

35 - Fonds départemental Eau et Assainissement - Demande de subvention pour la réalisation des travaux de réaménagement de la collecte des eaux usées en amont du Pont Notre-Dame

M. GUERALT expose :

La Ville de Mayenne adhère depuis le 1^{er} janvier 2004 au Fonds Départemental d'eau et d'assainissement au titre des villes urbaines.

Pour 2022 la Ville de Mayenne souhaite réaliser les travaux de réaménagement de la collecte des eaux usées en amont du Pont Notre-Dame, priorité identifiée au schéma directeur du réseau d'assainissement de 2017.

Les eaux usées d'environ la moitié de la ville en rive droite de la Mayenne transitent par le Pont Notre-Dame.

En amont de ce pont, un ouvrage de déversement des eaux usées vers le milieu naturel déverse très régulièrement à cause notamment du refoulement du poste de relèvement (PR) Jeanne d'Arc vers le réseau de la rue du Sergent Louvrier qui comporte lui-même un trop-plein vers le réseau qui descend au PR Jeanne d'Arc.

Pour arrêter ce fonctionnement en boucle et pour limiter au maximum le déversement au milieu naturel, il est prévu la mise en place d'un nouveau poste de refoulement redimensionné qui reprendrait toutes les eaux usées qui passent actuellement par le Pont Notre-Dame et qui refoulerait les eaux dans le réseau gravitaire rive gauche de la Mayenne en passant en tubage par l'actuel collecteur gravitaire du Pont Notre-Dame.

La configuration du nouveau poste de pompage permettra en outre, la mise en place d'une auto-surveillance réglementaire sur le trop-plein vers le milieu naturel.

A l'issue des études Projet, le montant des travaux est estimé à 251 196 € HT dont 9 196 € de maîtrise d'œuvre.

Ces travaux peuvent bénéficier d'une aide financière du Conseil Départemental estimée à 75 358 € soit 30 % d'une dépense éligible de 251 196 € HT.

Le Service Eau et Assainissement propose de solliciter une subvention d'un montant de 75 358 € auprès du Conseil Départemental de la Mayenne.

Il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser M. le Maire à solliciter une subvention de 75 358 € auprès du Conseil Départemental de la Mayenne pour la réalisation des travaux réaménagement de la collecte des eaux usées en amont du Pont Notre-Dame.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 22 h 30.

Vu, le secrétaire

Xavier TALOIS

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Xavier TALOIS', written over the printed name.

Vu, le Maire

Jean Pierre LE SCORNET

A handwritten signature in dark ink, appearing to be 'Jean Pierre LE SCORNET', written over the printed name.

